

droit & Liberté

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.)

DÉCEMBRE 1975 / JANVIER 1976 • N° 344 • 4 FRANCS

ANGOLA :

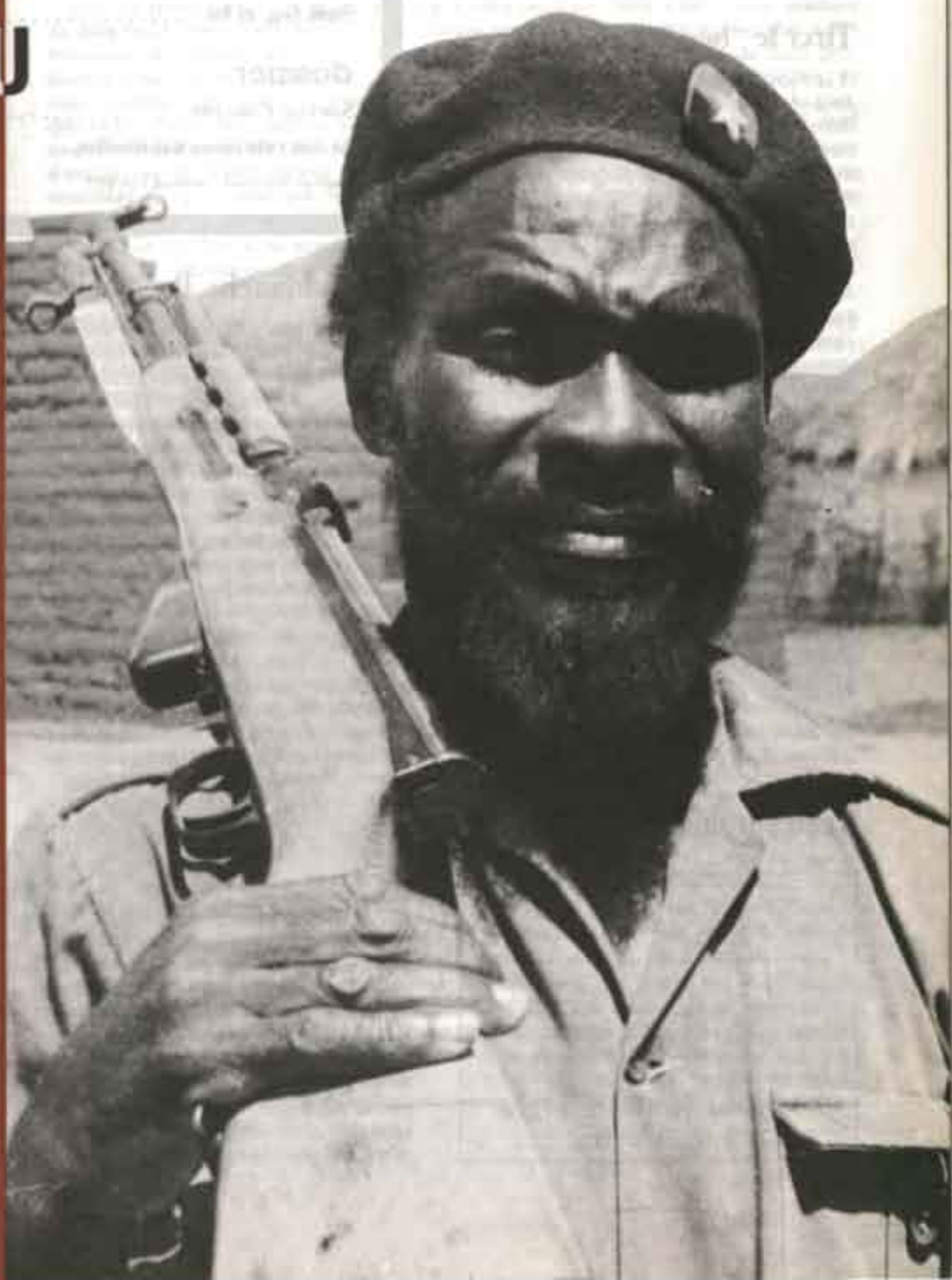
UN NOUVEAU VIET-NAM ?

FOYERS :

**au coin
de la rue
Caillié**

**Saint-Denis :
la Sonacrota
cède**

SPÉCIAL CONGRÈS



TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN

Le tirage des Bons de Soutien a eu lieu le 20 décembre. En raison des délais d'impression, les numéros gagnants ne pourront être publiés qu'au mois de février.

COURRIER

Tirer le "bougnole"

A la Foire d'Automne à Toul, genre de fête foraine, il y avait un stand d'appareils électriques, genre flippers etc...

Parmi ces appareils, certains consacrés au tir. On a un fusil (ou les poignées d'une mitrailleuse) et on vise des canards, des cibles (ou des hommes). Parmi ceux-ci, j'ai remarqué un tir aux Indiens, et un tir aux « Japs ».

Mais un autre intitulé FOREIGN LEGION, présente sur le devant, un magnifique légionnaire beau comme un dieu, le képi blanc immaculé, qui rosse à coup de crosse un Arabe pouilleux et en burnous, sur fond de désert (au sable chaud?)

Derrière, quelques Arabes aussi déguenillés, désertent la scène avec fatalisme. Nos charmants bambins (d'aucuns diraient nos charmantes têtes blondes) ont là un jeu bien innocent. Les cibles, à l'intérieur de l'appareil sont des avions et des tanks. On s'étonne que le fabricant se soit arrêté en si bon chemin : pour 1 franc, on pouvait « tirer le bougnole » en attendant de le faire pour de bon.

Voilà! Je crois que tout ceci méritait d'être signalé, il n'y a pas de racisme innocent.

Pierre KERAUDREN
Toul

Reçu par une lectrice

*Pensez Français
la parole et le sens est pour
Tout le Monde*

Scale Juive

*Foutez les Nègres et Arabes
A la Porte*

AU SOMMAIRE

sur le vif

Au coin de la rue Caillié..... p. 4
La Sonacrota cède p. 5

éducation à la fraternité

Gulliver l'avait dit p. 6

l'événement

Un nouveau Viêt-Nam? p. 8

vos droits, vos libertés

Sans feu, ni loi p. 13

dossier

Spécial Congrès p. 17

Et nos rubriques habituelles...

Photo de couverture : Bernard COURET

Je suis blanche, il est noir

Je suis une jeune fille comme tant d'autres, j'ai 20 ans et suis les cours de la faculté de droit de St Jérôme à Marseille. J'ai rencontré il y a 2 ans, un garçon qui m'a beaucoup plu, tant par sa personnalité que par son physique. Nous nous aimons et désirons nous unir pour la vie. Quoi de plus banal, me direz-vous! Seulement voilà : je suis blanche et il est noir. Pour lui et moi, ce n'est pas un obstacle, bien au contraire. Malheureusement, mes parents ne le comprennent pas de la même façon; malgré leur désaccord et leurs menaces, quelquefois leurs coups, je ne peux pas quitter celui que j'aime et qui m'aime. Il est profondément déçu et souffre de cette situation. Il est pourtant décidé à venir voir mes parents et à leur parler. Si après cela, ils persistent dans leur attitude, nous avons décidé de nous marier sans leur accord. J'ai parlé avec mes parents, j'ai essayé de leur faire comprendre que la couleur d'une personne n'est pas un obstacle à un amour, à une famille. Quand je leur demande des raisons valables à leur obstination, ils me répondent :

« Il est noir, et pour nous, cela suffit. »
Je vais vous raconter une petite histoire qui m'est arrivée alors que j'étais encore en classe : Institut Saint Vincent de Paul dirigé par les sœurs de la charité, endroit mal approprié à cet incident : Toutes les filles de ma classe ont cessé de me parler lorsqu'elles ont su que je fréquentais un garçon de couleur noire. Seules mes véritables amies et un de mes professeurs m'ont soutenues. Ce même professeur m'a

fait faire un exposé à toute la classe, ayant comme sujet « Le racisme ».

J'espère que mon témoignage vous servira et cela me ferait vraiment plaisir de savoir que des personnes auraient, non pas changé d'idées, mais au moins réfléchi grâce à ma lettre.

P.B.
Marseille

droit & liberté

MENSUEL
120, rue Saint-Denis, Paris (2^e)
Tél. 331.09.57 — C.C.P. Paris 6070-08

Directeur de la publication :
Albert LEVY

Rédaction :
Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX
Lucky THIPHAINÉ

Publicité :
au siège du journal

ABONNEMENTS

• Un an : 40 F
• Soutien : 100 F
Antilles, Réunion, Maghreb, Afrique francophone, Laos, Cambodge, Nouvelle Calédonie : 40 F.
Autres pays : 55 F.
Changement d'adresse : 2 F.

NOTRE CARNET

Nos deuils

René MAHEU

Notre Mouvement tout entier ressent avec douleur la mort de René MAHEU, qui fut directeur général de l'U.N.E.S.C.O. de 1962 à 1974, et qui, dès la fin de son mandat avait accepté de devenir membre du Comité d'Honneur du M.R.A.P. Cet homme de culture et de talent incarnait les idéaux de la grande organisation internationale, dont il avait inspiré et animé nombre d'initiatives. A sa famille, à ses collaborateurs, nous exprimons notre profonde sympathie.

C'est avec beaucoup d'émotion que nous avons appris le décès, dans sa 89^e année, de notre amie Marguerite Jean-Richard BLOCH, dont l'attachement à notre Mouvement s'est tant de fois manifesté depuis sa création. L'associant dans notre souvenir au grand écrivain dont elle portait si dignement le nom, nous exprimons à sa famille notre profonde sympathie.

René CERF-FERRIERE, qui vient de mourir, et qui avait été le président du Groupe de Résistance à l'Assemblée Consultative d'Alger, en 1943, avait, à maintes reprises, manifesté son soutien à l'action du M.R.A.P. que sa famille trouve ici l'expression de nos sincères condoléances.

Notre ami Henri Weller a eu la douleur de perdre son épouse, Annie WELLER. Nous voulons lui dire, avec notre émotion, combien nous partageons sa douleur.

Anniversaire

Notre ami Marc-André BLOCH, membre du Conseil National du M.R.A.P., président d'honneur de C.L.E.P.R. (Centre de Liaison des Educateurs contre les Préjugés Raciaux), vient d'avoir 80 ans. Chacun connaît l'activité de ce grand universitaire au service de la cause antiraciste, activité qu'il poursuit sans relâche en même temps que ses travaux et ses recherches dans le domaine de la pédagogie, qui lui valent un profond respect dans tous les milieux concernés. Le M.R.A.P., qui s'honore de compter dans ses rangs cet éminent militant, lui exprime ses félicitations et ses vœux les plus affectueux.

Distinctions

Charles PALANT, vice-président du M.R.A.P., vient de se voir attribuer la Médaille militaire, au titre de déporté résistant. C'est une joie pour nous de nous associer à cet hommage. Qu'il trouve ici les félicitations amicales de « Droit et Liberté » et du Mouvement tout entier.

Naissance

Nous avons la joie d'annoncer la naissance de Corinne, fille des Docteurs Marie-Claude et Bernard MEYER, et troisième arrière-petite-fille de notre président. Que les heureux parents, ainsi que Pierre et Mathilde Paraf trouvent ici nos félicitations et l'expression de nos vœux les plus affectueux.

• éditorial •

MOLU-QUOI?

Près de trente personnes prises en otages dans un train, trois d'entre elles abattues de sang-froid, une attente dramatique de douze jours... C'est faire payer bien cher à des innocents la connaissance par l'opinion mondiale des îles Moluques et de leurs problèmes. Une fois de plus, on peut s'interroger sur la portée de ce genre d'opérations, de toute évidence nuisibles à la cause qu'elles prétendent servir. On constatera, de plus, que cette affaire qui a secoué la Hollande, où elle s'est produite, n'a pas suscité chez nous les manchettes, les discussions, les campagnes de protestation qui ont surgi dans d'autres cas de même nature. Tout au plus est-elle venue ajouter à l'inquiétude, au sentiment d'impuissance que beaucoup ressentent face à l'aggravation des tensions et des violences.

Qu'est-ce qui fait donc bouger l'opinion française? Ici comme ailleurs, des facteurs divers — et complémentaires — doivent entrer en jeu pour que l'émotion s'empare du plus grand nombre.

D'abord, la proximité géographique de l'événement. Le rapt d'un enfant à Lyon fait plus de bruit dans notre pays que la mort de mille enfants dans quelque région lointaine. La solidarité s'exprime plus fortement — l'Histoire récente aidant — avec les peuples d'Espagne ou du Portugal qu'avec celui du Brésil ou de l'Uruguay.

La distance se rétrécit, il est vrai, quand les gens se sentent plus ou moins directement impliqués. Le sort de Mme Claustre mobilise bien davantage les esprits que celui des prisonniers politiques noirs détenus également au Tchad. La guerre du Viêt-Nam avait été « française » avant que les Etats-Unis ne prennent le relais. Ce qui se passe au Proche-Orient ne peut être isolé de l'antisémitisme qui a sévi en Europe dans le passé, ni des sentiments (réels ou supposés) des populations juive et arabe vivant parmi nous : encore convient-il de noter que la sensibilité varie selon les appartenances et les sympathies; que la vie d'un Juif et d'un Arabe n'a pas pour tous le même poids, et que les mots eux-mêmes ont des significations différentes.

Quoi qu'il en soit, les moyens d'information interviennent de façon décisive. Les réactions dépendent de la place que les journaux consacrent à la question, de l'importance relative qu'ils lui attribuent dans l'actualité. La presse peut « monter » ou étouffer un événement. C'est ainsi que la plupart des agressions et des meurtres dont des Maghrébins sont victimes en France passent inaperçus : on ne cherche pas à attendre les lecteurs sur un ouvrier algérien assassiné et sa famille; on ne les tient pas en haleine pendant l'enquête, on ne publie pas le « portrait-robot » des coupables...

Ce facteur est lui-même lié à des considérations politiques, voire à des habitudes de pensée. Evoquant les prisonniers de Namibie flagellés nus publiquement par la police sud-africaine, le Prix Nobel Sean Mac Bride observait naguère : « Si cela se passait sur la Place Rouge à Moscou, on en verrait des photos partout dans le monde, si des Blancs étaient fouettés à Dakar ou à Lagos, on en verrait des bateaux de guerre ». Mais l'opinion « occidentale » s'est accoutumée de longue date à ce que coule le sang des Africains.

Définissons-nous donc de ceux qui déclarent facile et comme allant de soi la défense des Droits de l'Homme partout et toujours. L'assurer avec une totale rigueur exige en premier lieu une bonne dose d'esprit critique pour surmonter les préjugés et les passions qui engendrent l'indifférence dans certains cas, la partialité dans d'autres. Ce combat se poursuit chaque jour, à chaque instant contre toutes les tentatives, conscientes ou non, de déformer la réalité, à des fins inavouées, inavouables. C'est un combat qu'il faut mener aussi contre soi-même.

AU COIN DE LA RUE CAILLIÉ

Le témoignage que nous avons recueilli auprès d'un ami Malien (qui nous a demandé de ne pas citer son nom pour des raisons compréhensibles) décrit de façon vivante et précise les honteuses conditions de vie qui sont celles de trop de travailleurs immigrés dans notre pays. Il montre également l'enchaînement du racisme, de l'insécurité, de l'isolement et de la misère.

« Lorsque je suis arrivé au 4, rue Caillié, et que mon frère m'a fait entrer dans la maison, je n'ai pas voulu croire que l'on puisse vivre dans ces conditions. L'odeur, la saleté, le nombre excessif de locataires, tout cela m'a immédiatement dégoûté et j'ai été fort surpris lorsque mon frère m'a affirmé que je m'y habituerai. Du reste je n'avais dans l'immédiat aucune autre solution.

Le foyer où nous vivons comporte environ 250 locataires et les prix de location des chambres varient entre 560 et 1 040 F par mois suivant le nombre de personnes qui y logent. Nous payons en effet par lit. Les pièces sont délabrées. Par exemple, dans ma chambre, où nous sommes seize, pour environ vingt mètres carrés, le plafond tombe en ruine. Il n'y a pas d'eau dans la chambre, et il nous est interdit d'utiliser des appareils ménagers ou même des électrophones sur l'électricité du secteur. Par exemple, un camarade avait posé une prise sur la douille de l'unique lampe, parce qu'il n'y a pas de prise ailleurs, pour faire fonctionner un électrophone; il a dû l'enlever parce que, soi-disant, ce n'était pas compris dans le prix du loyer ! Il n'y a que quatre douches. Ceci nous est particulièrement pénible car, en Afrique, nous avons l'habitude de nous laver plusieurs fois par jour

à cause de la chaleur et, ici même, les travaux que nous faisons sont généralement salissants. Pour pouvoir avoir de l'eau chaude, il faut s'y prendre avant cinq heures et demi du matin ou après dix heures du soir.

Il n'y a que huit waters pour tous. Nous essayons de les tenir le plus propre possible mais il n'est pas toujours facile d'éviter les odeurs dans le reste de la maison. Il y a un fait particulièrement scandaleux à mon avis; plusieurs fenêtres sur la façade qui donne Bd de la Chapelle, sont bouchées par un grand panneau publicitaire et les chambres qui se trouvent derrière ne voient jamais le jour. D'ailleurs certaines pièces n'ont même pas de fenêtre. La propriétaire gagne, je crois, assez d'argent avec nos loyers sans avoir besoin en plus de cette publicité.

Les rats qui sont très nombreux partagent aussi nos chambres. Un camarade, un jour, a ramené un poison pour les tuer et on en a mis dans les chambres, mais des nouveaux venus qui ne connaissent pas, prenaient le produit à pleine main pour le placer sous les lits sans se rendre compte du danger. Pour la plupart d'entre nous qui ne savons pas lire le français la sécurité n'existe pas. C'est pourquoi également, un incendie a pu se déclarer au foyer durant le mois d'août; heureusement ce n'était pas à une heure d'affluence ce qui a limité les dégâts.

Un des aspects les plus pesants de notre vie en France, directement lié aux conditions de logement, c'est l'impossibilité d'inviter chez soi nos amis, surtout nos amis français quand nous en avons. Pratiquement, c'est difficile car il n'y a pas de place pour les recevoir. Quand je suis dans la rue, je suis comme tout le monde, mais que vont penser les gens en voyant les conditions de vie misérables qui sont les miennes ? Le problème est plus difficile

encore avec les filles. De ce fait, en dehors des questions de racisme, il nous est impossible d'avoir des relations normales avec les jeunes filles.

Dans ces conditions là il nous est très difficile de nous intégrer à la vie française.

Comme beaucoup, j'ai essayé de chercher autre chose pour me loger plus convenablement, mais c'est extrêmement difficile. Le premier obstacle est le racisme. J'ai rencontré une Togolaise qui travaillait dans une agence de logement, elle m'a dit que la plupart du temps les gens qui veulent louer une chambre précisent qu'ils ne veulent pas de Noirs; elle-même étant noire, doit entendre cela à longueur de journée. J'ai même un ami qui avait déjà tout réglé et que l'on a refusé au dernier moment, quand on a vu la couleur de sa peau. De plus, nos salaires sont en général très bas et la plupart d'entre nous ont des charges de famille très lourdes. On nous critique souvent pour cela et même Giscard quand il dit que nous renvoyons tout l'argent dans notre pays. Pourtant il est normal pour nous comme pour les Français, que nous réservions une part importante de ce que nous gagnons pour nos familles.

On peut se demander pourquoi nous avons quitté notre pays puisque notre vie est si pénible ici. Il faut savoir qu'on trouve très difficilement du travail chez nous, si nous n'avons pas de travail cela veut dire aussi que nous ne profiterons jamais de tout ce qu'il y a de nouveau dans le monde, et cela, évidemment, nous en avons autant besoin que les autres. Mais surtout, mon pays, le Mali, a connu une très grave sécheresse; chacun peut voir que c'est depuis trois ou quatre ans principalement que l'on voit des Maliens à Paris. C'est que nos familles ont besoin de moyens pour vivre dans ces temps difficiles. Mon pays a été dirigé par la France pendant plus de soixante-dix ans, mais tandis que le reste du



Photos : Dominique Guillemot

Plusieurs fenêtres bouchées par un panneau publicitaire.

monde se développait très rapidement, nous, nous n'avons pas bougé. Pourquoi ? Moi-même je n'ai pas pu aller à l'école et c'est seulement après notre indépendance que partout nous avons pu construire nos écoles, mais à cause de cela, mon pays reste pauvre, et nous sommes obligés de partir à l'étranger. Il faut pourtant savoir que jamais, personne n'accepterait de vivre dans ces conditions au Mali même.

Ce que l'on ne sait pas, c'est que non seulement nous vivons loin de chez nous, forcés par la nécessité, mais que nous ne trouvons rien, ici, qui puisse nous informer vraiment sur notre pays, sur ce que nous avons fait dans le passé. Heureusement, nous pouvons écouter chaque soir des émissions dans notre langue, le Bambara, (diffusé par Radio-Moscou) avec de la musique de chez nous. A mon avis, c'est cela qui est normal puisque nous travaillons ici et que nous rendons un service à la France par ce que nous y faisons, il serait normal aussi que nous y trouvions ce qui permet aux autres travailleurs de vivre, de se cultiver, de se détendre.

Certains me disent : « comment se fait-il que vous ne vous révoltiez pas immédiatement; c'est parce que vous vous laissez faire, que vous êtes dans cette situation ». Je suis bien d'accord; si nous ne nous organisons pas nous-mêmes, personne ne viendra arranger nos affaires à notre place. D'ailleurs plusieurs foyers ont déjà obtenu beaucoup avec des grèves de loyer et c'est une bonne solution, mais en général les gens ne connaissent pas les difficultés que nous avons pour nous organiser. Par exemple, dans notre foyer, la propriétaire n'a pas le droit de prendre de nouveaux locataires depuis 1971; mais je crois que cette loi est un truc qui est fait dans l'intérêt de cette femme. Il fallait tout simplement interdire le foyer et nous reloger. Mais dans le cas présent, si un frère ou un ami est dans

les difficultés et vient au foyer pour se loger, obligatoirement, je ferai tout pour me débrouiller et lui rendre ce service. Et tant qu'il y aura un Africain dans le foyer, il en sera de même. Parfois la police vient pour nous poser des questions : est-ce que vous vous plaisez ici ? Est-ce que tout va bien ? Comment peut-on poser ces questions en voyant comment nous vivons ? Sommes-nous des bêtes pour nous plaire dans la saleté et la misère ? Mais lorsqu'ils nous posent ces questions nous ne savons pas ce qu'ils veulent faire de nous; peut-être nous éloigner à vingt kilomètres de notre travail, ou nous reloger dans un foyer trop cher. Alors on dit que ça nous plaît. Nous savons que certains nouveaux foyers existent mais avec un règlement inacceptable et des prix sans proportion avec ce qui est mis à notre disposition. Tout cela nous inquiète pour agir.

Mais il y a eutre chose : la propriétaire du foyer fait tout pour nous diviser. Elle essaye principalement de monter les vieux contre les jeunes. Par derrière elle insulte couramment les gens, surtout ceux qui ne parlent pas le français. De même en ce qui concerne les délégués; moi, je n'ai jamais su comment le délégué a été nommé. Il y a quelque temps, certains ont organisé une réunion et leurs noms ont immédiatement été rapportés à la propriétaire. La réunion avait pour objet l'amélioration des douches qui sont dans un état de saleté effroyable, l'aménagement d'une ventilation dans la cuisine qui est en sous-sol et dans laquelle la chaleur est insupportable en été, la désinfection et les peintures de l'ensemble du foyer. C'est un minimum vu le prix que l'on paye pour ce taudis. Nous voulions aussi que les draps soient changés tous les quinze jours; cela avait été accordé autrefois mais elle avait cessé en disant que ça lui coûtait trop cher. Tout cela pourtant ne lui paraît pas naturel; elle a déclaré à ceux qui avaient organisé la réunion que depuis

1964 elle n'avait jamais eu d'histoire, que si ça continue elle nous mettra à la porte et qu'elle fermera le foyer. Certains ont peur, mais elle nous prend pour des idiots; nous savons bien qu'elle ne va pas abandonner une si bonne occasion de gagner de l'argent. Tout ceci ne pourrait pas se passer si la loi défendait nos droits à un logement décent. Est-ce qu'il est juste qu'une seule personne puisse ainsi exploiter tant d'hommes ?

Nous qui travaillons en France, nous savons que nous ne volons pas ce que nous gagnons. Nous faisons les travaux les plus durs et les moins payés. Le soir quand nous avons fini le travail nous voudrions au moins nous reposer normalement, puisque nous avons travaillé normalement, mais cela est impossible, pourquoi ? Nous le savons : parce que certains veulent non seulement profiter de notre travail mais encore de notre sommeil. Cela, nous ne pouvons pas l'accepter.

J'ai rencontré des Français qui connaissent notre situation. Ils ne pensaient pas que l'on puisse traiter ainsi des êtres humains. Je crois aussi qu'il n'est pas bon d'accepter des choses pareilles; nous avons fait notre indépendance pour qu'il n'y ait plus d'hommes supérieurs et d'hommes inférieurs. Si un Français vient maintenant chez nous et s'il se comporte honnêtement il sera toujours reçu en frère. Ce que nous avons gagné chez nous, pourquoi ne lutterions-nous pas ici, avec nos camarades français, pour l'obtenir aussi ? Et cette réelle fraternité, qui oserait s'en plaindre ?

La Sonacotra cède

Depuis plusieurs numéros de *Droit et Liberté*, nous suivions l'action exemplaire des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Saint-Denis. Nous avons pu aussi constater la compréhension et la solidarité des gens du quartier. Le M.R.A.P. en ce qui le concerne n'a pas ménagé son aide; mais la constance et l'esprit de responsabilité dans lequel ce mouvement s'est déroulé, le courage de ceux qui l'ont animé, ont permis qu'une victoire totale en soit l'aboutissement : l'intraçable augmentation qui était demandée est supprimée, le règlement-prison remplacé par un autre mis au point par les résidents, l'arriéré de loyers est réduit à deux mois, les poursuites engagées contre les 12 soi-disant « meneurs » sont retirées. Une belle victoire qui montre éminemment combien seule l'action paie.

● éducation à la fraternité ●

GULLIVER l'avait dit

Jonathan Swift est généralement considéré comme un inoffensif conteur pour enfants et les seules versions que l'on peut trouver facilement de son œuvre principale, « Les voyages de Gulliver », soigneusement expurgées, renforcent habituellement le lecteur dans cette opinion. Il faut revenir au texte original pour se rendre compte de la force polémique de cet auteur irlandais du début du dix-huitième siècle. Toute sa vie, voué à la défense de ses compatriotes colonisés par l'Angleterre, il décrit avec un humour grinçant le mépris raciste qui préside toujours à la domination d'un peuple par une puissance étrangère.

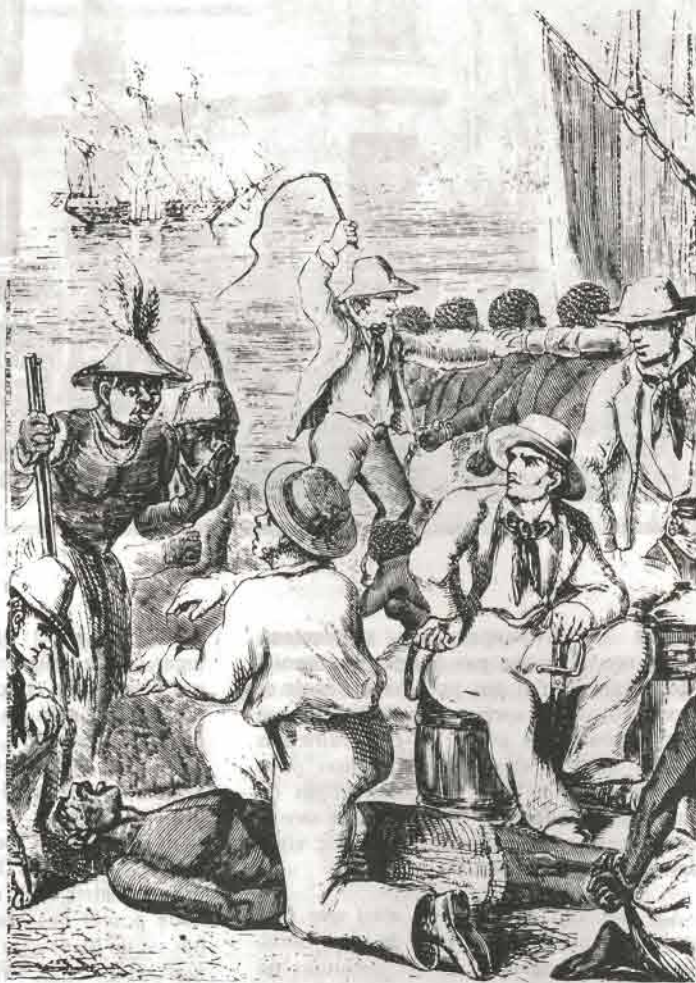
Le premier texte que nous avons choisi est une démythification cinglante du « droit de colonisation ». Il se trouve à la fin des « Voyages de Gulliver », alors que, rentré dans son pays, il doit répondre à l'étonnement de ses compatriotes. Le second est formé d'extraits d'un des meilleurs pamphlets de Swift : « La modeste proposition ». L'auteur fait en effet une « modeste proposition » pour régler les difficultés économiques de son pays en poussant à l'extrême la logique coloniale pour laquelle les peuples ne sont que des moyens de profits. Le fascisme hitlérien et le système de l'apartheid nous ont malheureusement montré à quelles criminelles aberrations peut mener une telle logique. Sans doute n'est-ce pas étranger à la force que garde encore à l'heure actuelle un tel texte.

Annexion de « Droit divin »

J'avoue m'être fait dire tout bas que j'étais tenu en conscience en tant que sujet anglais, de présenter dès mon arrivée en Angleterre, un mémoire à un ministre d'Etat, étant donné que toute terre, quelle qu'elle soit, découverte par un sujet du roi, est propriété de la Couronne...

Un motif me retenait d'offrir à sa Majesté mes découvertes pour agrandir ses domaines : à dire vrai, j'avais conçu quelques scrupules sur la manière qu'ont les princes de pratiquer, à cette occasion, la justice distributive. Par exemple : un navire pirate est poussé par la tempête sans savoir où il va ; à la fin, un mousse grimpé sur le mât de vigie découvre une terre ; les hommes débarquent, attirés par le pillage. Ils voient un peuple inoffensif qui les

reçoit avec bonté : ils donnent au pays un nom nouveau, en prennent officiellement possession au nom du roi, dressent sur le sol une planche pourrie ou une pierre en mémoire du fait ; assassinent deux ou trois douzaines d'indigènes, et en emmènent une paire comme échantillon ; puis ils retournent dans leur pays et obtiennent leur pardon. Voilà l'origine d'une nouvelle annexion, faite légitimement selon le « Droit divin ». Des navires sont envoyés à la première occasion, les indigènes sont déportés ou exterminés, leurs princes torturés pour qu'ils révèlent où est leur or, pleine licence est donnée aux actes de cruauté et de luxure, la terre fume du sang de ses habitants, et cette odieuse troupe de bouchers employée à une si pieuse expédition est une colonie moderne envoyée pour convertir et civiliser un peuple idolâtre et barbare.



Civiliser un peuple idolâtre et barbare...

Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres.

J'ai connu à Londres un Américain fort compétent, lequel m'a révélé qu'un bébé sain et bien nourri constitue à l'âge d'un an un plat délicieux, riche en calories et hygiénique, qu'il soit préparé à l'étouffée, à la broche, au four ou en pot-au-feu...

L'humble plan que je propose au public est donc le suivant : ... Sur le chiffre de 120 000 enfants, on en vendrait 100 000 à l'âge d'un an. Selon mes calculs, le poids moyen d'un nouveau-né est de douze livres. Avec une bonne nourrice, il peut atteindre vingt-huit livres en une année solaire.

J'admets qu'il s'agit d'un comestible cher, et c'est pourquoi je le destine aux propriétaires terriens : ayant sucé la moelle des pères, ils semblent les plus qualifiés pour manger la chair des fils.

Les arrivages de viande de nourrissons doivent être abondants toute l'année, mais avec une pointe de fin février à début avril ; car un auteur sérieux (un éminent médecin français) nous assure que, grâce aux heureux effets du poison sur le pouvoir génésique, les pays catholiques romains connaissent, neuf mois environ après le Carême une forte augmentation de leur natalité. C'est donc avec un décalage d'un an par rapport au Carême que les marchés seront les mieux fournis, vu le grand nombre de nourrissons papistes (75 % environ en Irlande). Signalons au passage cet autre avantage de mon plan : réduire chez nous le nombre des papistes...

Pour ne rien laisser perdre (et j'avoue que la dureté des temps pousse à l'économie), on pourra écorcher la pièce avant le dépeçage. La peau, traitée selon les règles, fournit d'admirables gants de dames et des chaussures d'été très habillées pour messieurs.

... Mon plan me paraît inattaquable. La seule objection possible serait celle-ci : ne va-t-il pas provoquer un véritable dépeuplement du royaume ? C'est entendu et c'est exactement son intention, son intention déclarée. Mais j'insiste auprès du lecteur : qu'il sache bien que mon remède n'est conçu que pour le seul royaume d'Irlande, pris indi-

viduellement et pour nul autre Etat au monde, passé, présent et sans doute avenir.

... J'ajouterai que, loin de me cramponner à mon système, je suis prêt à accueillir les solutions proposées par tout bon esprit, si elles s'avèrent aussi innocentes, bon marché, faciles et efficaces. Mais que de telles solutions existent, qu'elles aillent à l'encontre de mon projet ou qu'elles s'y substituent, j'attire l'attention des auteurs sur deux questions préalables : premièrement, dans la conjoncture actuelle, comment vont-ils nourrir cent mille bouches inutiles et vêtir ces cent mille corps ? Deuxièmement, tenant compte de l'existence à travers tout le royaume, d'un bon million d'êtres (apparemment) humains, que personne ne peut envisager de maintenir tous en vie sans un déficit de deux millions de livres sterling (car, outre les mendiants professionnels, il y a la masse des mendiants de fait : fermiers, métayers, ouvriers agricoles, avec leurs femmes et leurs enfants), je demande aux hommes d'Etat opposés à mes idées et assez hardis pour les combattre, d'aller d'abord interroger les parents de ces malheureux. Leur sort ne leur eût-il pas semblé infiniment meilleur s'ils avaient été envoyés à la boucherie, dès l'âge d'un an, de la façon que je recommande, et s'ils

n'avaient pas vécu ce perpétuel drame de l'infortuné que fut leur existence : le propriétaire implacable, les termes impossibles à payer ni en argent ni en services, les privations de toutes sortes, les hivers sans toits ni vêtements, et la certitude de ne laisser jamais après soi qu'une misère semblable ou pire...

Jonathan SWIFT

« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Boulougnie, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot.

Montant de la cotisation :

Membre actif : 10 F (donnant droit aux deux numéros annuels de Droit et Liberté ou paraît un dossier de 8 pages réalisé par le C.L.E.P.R.), cette cotisation minimale étant portée à 5 F pour les abonnés de Droit et Liberté.

Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions à Mlle Renée Baboulène, 56, rue Lamarck, Paris-18*, avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulène, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).

LE VRAI PROBLEME

Les nécessités de la mise en page ont obligé à pratiquer au dernier moment quelques coupures dans l'étude de Marc-André Bloch : « Enfants de migrants : un problème européen » parue dans notre n° de novembre.

Une idée importante s'est trouvée ainsi omise, et nous croyons bon de rétablir ici les deux principaux passages en question (entre le § 2 et le § 3 de la page 12 et à la fin de la p. 14) :

« L'étranger est-il mieux pourvu que nous ? Il eût été d'un grand intérêt de le savoir. Malheureusement, le livre sur « Les enfants de migrants en Europe » nous laisse, à cet égard, entièrement sur notre soif. C'est qu'en effet, et malgré la participation d'un représentant du Conseil de l'Europe, il ne constitue en réalité nullement une étude comparative et se présente à nous comme la simple juxtaposition des diverses contributions nationales... C'est pourquoi il ne nous permet nullement d'établir entre les pays qui ont eu à accueillir des enfants migrants une quelconque hiérarchie des mérites (et des démérites). Tout au plus peut-on avoir l'impression — mais ce n'est justement qu'une impression — qu'un petit pays comme la Suède aurait quelques chances de se placer en tête du palmarès. »

« Le bilan, au total, est-il positif ? Certains représentants des pays concernés en paraissent, en ce qui regarde le leur, convaincus, et les témoignages d'autosatisfaction ne manquent pas ; je pense ici à MM. Graffar et De Cruq pour la Belgique (104) ; à Mme Rosengren pour la Suède (92) ; pour la France à M. Gauthier, du Ministère d'Etat chargé des affaires sociales, qui fait (30) « l'éloge de la réglementation française de l'immigration familiale, ... une des plus libérales qui soient au monde. » A vrai dire, tout dépend ici de la hauteur à laquelle on place la barre,

et le vrai problème me paraît avoir été posé en termes excellents (99) par le Dr Berthelier : « Il faut choisir entre deux politiques : ou bien fabriquer de la main-d'œuvre non qualifiée pour de basses besognes dont les autochtones ne veulent pas, ou bien donner à l'adolescent migrant toutes ses chances de réussite socio-professionnelle ».

TEXTES ET DOCUMENTS

POUR LA CLASSE

CENSURE...

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE

Début octobre, paraissait un numéro de « Textes et Documents pour la classe » consacré aux « Travailleurs immigrés en France ». Tous ceux qui l'ont lu ont apprécié l'intérêt de la documentation qu'il fournit sur un sujet qui se pose de plus en plus dans les classes et qu'il convient d'aborder avec un maximum d'objectivité.

Mais ce souci d'information ne plaît pas à tout le monde. Sous prétexte que la publication dénonçait le racisme visant les immigrés à travers un titre (particulièrement significatif) de « Minute », cet hebdomadaire se lançait, le 19 octobre dans une virulente attaque. Le lendemain, le ministre de l'Education Nationale ordonnait le retrait du numéro en question de « Textes et Documents ». Non seulement sa diffusion devait être stoppée, mais les enseignants qui le possédaient étaient tenus de le considérer comme inexistant : il sera remplacé par un autre, rédigé sous le contrôle direct du ministre.

Le motif invoqué est que l'action du gouvernement en faveur des immigrés n'est pas suffisamment mise en valeur.

S'il s'agissait de cela seulement, pourquoi ne pas prévoir un additif ? Le caractère autoritaire de la mesure prise, qui fait fi de l'esprit critique et du jugement des enseignants, a soulevé une profonde émotion, que le M.R.A.P. partage pleinement.

un nouveau viêt-nam ?

La nuit déroule peu à peu ses longues heures d'espérance mais aussi de détermination dans une lutte dont on sait trop qu'elle continue, et que d'autres encore mourront pour que vive la Liberté, l'Indépendance. Le programme que l'on a distribué aux invités venus saluer la naissance de la République Populaire d'Angola indique : « 10 novembre, 24 h : le drapeau portugais est amené. 11 novembre 0 h 00 «Içar da bandeira nacional...», levée du drapeau national, par un combattant du 4 février et un pionnier... » La ville toute entière est là, c'est le peuple de la reine amazone, Anne Zingha, qui dès le dix-septième siècle refusait la domination étrangère, c'est Agostinho Neto et le peuple angolais que rien ne convertira à la servitude, d'où qu'elle vienne, c'est la foi invincible dans la dignité du nom d'« Homme ».

Le 4 février 1961, des patriotes attaquent la prison de Luanda, c'est le signal de la lutte armée contre l'occupant portugais. Depuis lors, il ne connaîtra pas de répit, jusqu'à ce que la révolution des œillets vienne mettre un terme à des années d'oppression commune du peuple portugais et des peuples colonisés. Une immense espérance naît alors. Mais en Angola, le gâteau est trop gras pour ne pas aiguïser des appétits. C'est pourquoi le slogan qui fleurit sur les murs de la capitale en ce 11 novembre est une phrase d'espoir, bien sûr, mais encore une parole grave, des mots de combattants : « A luta continua, A victoria e certa. » (la lutte continue, la victoire est certaine).

Le vétéran qui hisse le drapeau, l'homme du quatre février, c'est un enfant qui l'accompagne, un enfant qui sait aussi que, s'il le faut, il devra lui-même se défendre, un

enfant de Luanda qui sait parce qu'il l'a vu, que dans les conditions actuelles de son pays, la lutte pour la liberté est aussi une lutte pour la vie, car la guerre qu'on lui mène est une guerre d'extermination. De l'avis des témoins, la ville est calme, sereine, grave aussi. Ce qui frappe, chez les dirigeants du M.P.L.A. (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), qui sont maintenant à la tête de la République, c'est à la fois leur détermination, mais aussi et surtout peut-être, la conscience de leur responsabilité, face à un peuple dont ils savent qu'ils ont le soutien mais dont ils veulent éviter au maximum les souffrances. Pour la Fête de l'Indépendance, tous les souvenirs de la colonisation ont été évacués; les statues dressées à la gloire des envahisseurs sont maintenant entreposées au musée de la lutte anti-coloniale, dans la forteresse même où régnaient les autorités portugaises, sauf une, trop lourde sans doute pour être déplacée, et que l'on a entourée de tissu rouge pour que son regard dépassé ne trouble pas le matin; elle est là, non loin du port, comme la momie du vieux monde.

Une guerre étrangère

La nouvelle guerre d'Angola, n'est pas une guerre civile; c'est une guerre étrangère. La guerre américaine en Indochine, la guerre nazie en France n'étaient pas devenues des guerres civiles parce qu'ils s'étaient trouvés des Lon Nol, des Thieu, des Pétain pour prêter main forte à l'ennemi. Lorsque, dans l'enclave du Cabinda, partie intégrante du territoire angolais, un soi-disant mouvement de libération proclame l'indépendance depuis Kinshasa, il faut y regarder à deux fois. Le F.L.E.C. (Front de Libération de l'Enclave de Ca-

binda) est en fait partagé en deux tendances, une tendance « Compagnie Française des Pétroles » dirigée par M. Tchoufou (qui a d'ailleurs disparu avec la caisse) et une tendance « Gulf Oil », dont le président, Luis Ranque Franque, réside en permanence à Kinshasa, capitale du très pro-américain Zaïre. Ils sont bien tentants, les puits de pétrole du Cabinda! Et bien empressée, l'armée zaïroise aux frontières de cette région!

Le F.N.L.A.? Son président, Holden Roberto, pour la C.I.A., Joseph Guillemore, est le beau-frère du président Mobutu du Zaïre; il n'a jamais osé retourner à Luanda, bien que les ministres F.N.L.A. aient fait partie du gouvernement de coalition. Au reste, il ne connaît ni le Portugais ni aucune des langues principales de l'Angola où il n'a vécu que le temps d'y naître ou presque. Le 15 mars dernier, le F.N.L.A. organisait à grand frais une manifestation à Luanda pour juger de sa popularité. Rien n'était laissé à la légère, 50 000 maillots imprimés au Zaïre à l'effigie de Holden Roberto, des chaussures et autres cadeaux étaient distribués à qui en voulait pour appâter le public. Le jour venu, les organisateurs purent juger du désastre, lorsque 3 000 personnes clairsemées sur la grande

place vinrent saluer une immense effigie de Holden (absent) tandis que fusait de temps à autre le cri zaïrois de Oyé, oyé ».

Quant à l'U.N.I.T.A., son recours avoué aux forces sud-africaines la disqualifie totalement. Son chef, Jonas Savimbi, qui n'a pas hésité, ainsi à livrer son pays aux pires ennemis de l'Afrique, cet homme qui utilise le racisme et le tribalisme comme moyen de gouvernement, montre bien où mène ce genre d'argument. Il ne faut pas oublier non plus l'aide qu'il recevait durant la guerre, des Portugais eux-mêmes, pour mener la lutte contre les militants du M.P.L.A., utilisant dans ses discours la démagogie la plus mensongère : il avait coutume de rassurer en Portugais les colons blancs, leur promettant la sécurité de leurs biens et de leurs personnes, tandis qu'il invitait de la façon la plus irresponsable, la population umbundu au pillage et au massacre, dans des discours en langues nationales.

Hormis ces collaborateurs, la présence étrangère sur le sol angolais est malheureusement une réalité. Nous avons déjà mentionné les troupes de l'apartheid. « Justifiée » tout d'abord par la « défense » des barrages de la rivière Cunéné pourtant situés en Angola, puis par le droit de poursuite des combattants de la S.W.A.P.O. qui luttent pour la libération de la Namibie occupée, les activités de l'armée raciste sur le territoire angolais sont désormais reconnues comme indispensables pour préserver la région du « communisme », c'est-à-dire, en fait, pour empêcher le peuple angolais de déterminer lui-même son avenir. Tous les moyens sont bons pour tenter d'accréditer l'idée de la légitime défense, ainsi, fin novembre, la presse sud-africaine a annoncé que quatre militaires sud-africains avaient été tués par des maquisards de la S.W.A.P.O. et qu'en conséquence l'armée avait dû les poursuivre jusque sur le territoire angolais. En dehors du fait que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud est illégale, il faut noter que cette information est totalement falsifiée. Jamais, en effet, la S.W.A.P.O. n'a revendiqué cette action militaire pour la bonne et simple raison que ces militaires ont été tués par les F.A.P.L.A. (Forces armées populaires de libération de l'Angola) sur le sol de leur pays. A l'heure actuelle un véritable pont aérien s'est établi entre l'aéroport de Brand, près de Johannesburg, et Sa Da Bandeira, ville angolaise « tenue » par l'U.N.I.T.A., et il semble bien que l'Afrique du Sud ait entrepris de construire des entrepôts pour de l'armement lourd et sophistiqué dans le port angolais de Mocimedes.

Mais l'Afrique du Sud raciste, dont la politique de « détente » apparaît ainsi au grand jour, n'est pas la seule à intervenir contre la République Populaire d'Angola. Les U.S.A., par Mobutu interposé, jouent à fond la carte des ennemis du peuple angolais, n'hésitant pas à employer la menace



Agostinho Neto, premier Président de l'Angola.

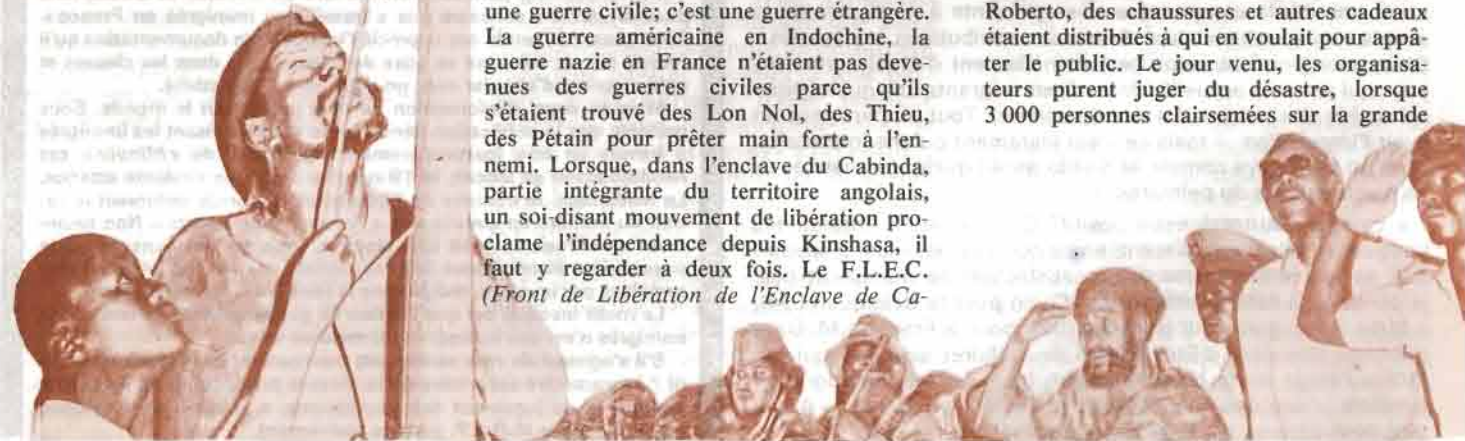
comme à l'accoutumée. Le rôle du gouvernement français ne le cède en rien à ses partenaires dans cette agression. N'oublions pas que, tandis qu'il y a quelques années, le Pape recevait les représentants du P.A.I.G.C., du Frélimo, et du M.P.L.A., les militants de ces organisations étaient interdits de séjour dans notre pays. N'oublions pas non plus que c'est avec des armes françaises que les racistes sud-africains agressent désormais un pays tiers. Mais il y a plus grave encore. Le président de la République est allé cet été au Zaïre, auquel il a promis une importante aide militaire, et le F.N.L.A. utilise déjà des chars Panhard. Verra-t-on dans un proche avenir les « Mirages » survoler cette région, comme on y voit déjà les hélicoptères « Alouette »? Que s'est-il passé lorsque les représentants du F.N.L.A. et de l'U.N.I.T.A. ont été reçus par le gouvernement français? Serons-nous à nouveau un des derniers pays à reconnaître le légitime gouvernement d'une jeune nation dont tout nous pousse à nous faire une amie. Il faut ajouter que, selon des sources portugaises bien informées, des armes françaises seraient livrées aux ennemis de la République Populaire d'Angola par l'intermédiaire du Zaïre, bien entendu, mais aussi du Gabon. Le dernier aspect de l'agression étrangère, et qui est malheureusement devenu classique dans ce genre de guerre, c'est la présence de nombreux mercenaires aux côtés des deux mouvements « collaborateurs ». « Affreux », présents dans toutes les sales besognes, se faisant profession de « casser du bougnod », prêts à toutes les atrocités pour satisfaire leurs instincts sadiques, ces nostalgiques des aventures coloniales donnent à ces combats la sinistre lumière des guerres d'extermination où le mépris de l'homme est le gage de la renommée.

Une guerre populaire contre une agression dévastatrice

Devant cette situation, c'est en fait toute la population qui se lève pour défendre le pays. Déjà, en juillet dernier, c'est une véritable insurrection populaire qui a chassé de Luanda les bourreaux du F.N.L.A. et de l'U.N.I.T.A. dont les exactions commises dans une ville dont ils sentaient l'irréductible opposition, avaient fait plus de dix mille victimes dont un grand nombre massacrés dans des conditions effroyables. néanmoins, la direction du M.P.L.A. hésitait à livrer une bataille décisive pour libérer la ville, sachant que ce serait le signal de l'intervention étrangère ouverte. Lors des combats, tous, des vieillards jusqu'aux enfants (ces derniers jouèrent un rôle décisif comme agents de renseignements), comprenant que c'était leur propre sécurité qu'ils défendaient, se levèrent pour balayer l'ennemi hors de ses repaires. La guerre est sans merci; le F.N.L.A. ne fait pas de prisonniers, ou presque. Dans les villes occupées, c'est la chasse aux militants. La télévision a d'ailleurs montré la panique de la population dans les villes où arrivaient les colonnes blindées des mercenaires et du F.N.L.A. Les villes prises par la fameuse colonne « blanche », au sud du pays, Benguela, Lobito, Sa Da Bandeira, sont des villes vides lorsque les troupes d'agression y arrivent, soit que leurs habitants se soient réfugiés dans les campagnes, soit qu'ils aient rejoint les zones contrôlées par le M.P.L.A. Bernard Couret, qui a passé 45 jours en Angola au printemps dernier, nous racontait que même dans des régions soi-disant sous contrôle de l'U.N.I.T.A., le M.P.L.A. exerçait une action en profondeur et jouissait d'une très grande popularité, étant donnée sa position favorable à l'unité nationale et à l'égalité ethnique. Lors de son voyage à travers le pays, s'étant arrêté dans le petit village de Ganda, B. Couret nous a dit avoir eu la surprise d'y trouver plus de trois mille montagnards venus accueillir le président Neto.

La guerre d'Angola risque d'être une guerre longue et multiforme, joignant les moyens modernes de défense et la guérilla. Le pays est vaste et peu peuplé, mais le peuple angolais est déterminé à ne pas servir d'otage entre les mains de quelques sociétés multinationales. C'est pourquoi tant de forces sont engagées dans l'affaire.

En fait l'enjeu de la guerre d'Angola est absolument décisif pour l'avenir de la région et même de l'humanité toute entière. Il s'agit de savoir si la volonté de quelques sociétés multinationales va peser plus fort que celle exprimée par les peuples. Les pays socialistes et l'U.R.S.S. au premier chef ont depuis toujours apporté leur aide aux patriotes angolais. Aujourd'hui plus que jamais. Mais déjà l'Afrique du Sud est prête à mettre tout son poids dans la balance. Il s'agit pour elle de prouver que



rien dans la région ne peut mettre en cause la suprématie blanche des tenants de l'apartheid. Des plans sont tramés dans l'ombre pour attaquer également le Mozambique, allié de la République Populaire d'Angola, (comme cela nous a été assuré de source portugaise bien informée). Mobutu a mis dans la balance son régime, qui pourrait bien d'ailleurs en succomber. L'indépendance de l'Angola a déjà suscité des manifestations spontanées de sympathie à Kinshasa. Le Gabon, dont le gouvernement est complètement inféodé aux intérêts français, tremble également, et, craignant la contagion, apporte son soutien à cette agression. Au contraire, la République Populaire du Congo, aide l'Angola mais connaît le péril qu'il y a à le faire vu la proximité du Zaïre. Dans le cas d'une intervention zaïroise au Cabinda, le Congo ne restera pas les bras croisés. Même les mouvements de libération des pays voisins sont affectés. La Zambie, quant à elle, garde une position ambiguë à cause de la voie de chemin de fer par laquelle elle écoule son cuivre et qui est pour l'instant en partie contrôlée par l'U.N.I.T.A.

Alors, un nouveau Viet-Nam ? Est-il possible d'éviter la comparaison quand on analyse l'enjeu et les caractéristiques de ce nouveau foyer de tension internationale ? En ce sens, le M.R.A.P. qui sait par expérience les liens entre le racisme et la guerre, l'impossibilité de conjuguer l'amitié entre les peuples et le mépris de l'homme, demande depuis longtemps que la France abandonne tout soutien au régime de l'apartheid. Nos militants les plus anciens le faisaient avec l'expérience des combats contre le racisme hitlérien, les plus jeunes avec la conviction que les hommes avaient à construire pour demain un monde fraternel, un monde vivable. Aujourd'hui des hommes meurent, tués par des armes « françaises », aux mains du régime le plus honteux de la planète ! Si la bataille qui se mène en Angola se termine par une victoire du peuple de ce pays, la liberté aura fait un grand pas car alors ce sont les jours des régimes racistes de la région qui seront comptés, sinon... ! Sinon, c'est l'humanité qui aura perdu une grande bataille, contre la barbarie, contre la haine. C'est pourquoi, le M.R.A.P., fidèle à ses principes et à son combat de toujours, a tenu, lors de son congrès, à saluer « la naissance de la République Populaire d'Angola » et à l'assurer de sa solidarité vigilante.

Racine MAIGA

Le C.N.S.L.C.P. et l'A.F.A.S.P.A. recueillent des dons pour envoyer un avion de vivres, médicaments, etc... pour la République Populaire d'Angola. S'adresser à A.F.A.S.P.A., 94, rue J.-P. Timbaud - 75011 Paris. C.C.P. Pierre Morlet 98 1059 Paris.

Le malheur au malheur ressemble...

C'est un rude travail de rédaction que de trouver chaque mois des mots nouveaux pour qualifier et décrire la succession tragique des agressions à caractère raciste d'autant plus que leur fréquence s'accroît, et qu'augmente proportionnellement l'angoisse des travailleurs immigrés, privés des plus élémentaires sécurités qu'offre généralement la société à ses membres.

Que voit-on donc ce mois-ci ? Comme à l'habitude, un local officiel algérien a été l'objet d'un attentat à l'explosif.

Il s'agit cette fois-ci du consulat de l'avenue du Mont-Rabeau à Nice; il est vrai que les officiels de cette cité ont cru bon de jumeler leur ville avec Le Cap, en Afrique du Sud. Et que jusqu'à présent les plaintes déposées par l'ambassade d'Algérie pour des affaires de ce genre n'ont pas abouti à grand chose !

A Dôle, petite ville du Jura que d'aucuns pouvaient croire tranquille, on ne résiste pas non plus à la tentation. Jack Petite, ancien C.R.S. condamné à dix ans de prison pour meurtre puis relâché au bout de trois ans, assassine le 29 novembre un ouvrier marocain, M. Ahmed Daoud, dans le cabaret dont il est le « vider »; peu avant, il avait déjà « repoussé » un jeune Arabe. Ahmed Daoud avait vingt-cinq ans...

A Marseille, le même jour, c'est un ouvrier guadeloupéen qui mourra de n'être pas d'une couleur « recommandable ». Au moment d'entrer dans son usine, M. Alexandre Louis est atteint

par un projectile de 22 long rifle. Quatre orphelins, une veuve; c'était un ouvrier apprécié, respecté. Quelques heures plus tard, M. Amirouche Reski est atteint à l'abdomen par une décharge de chevrotine; Amirouche Reski, aux urgences de l'hôpital, quatre enfants. Aragon disait : « Le malheur au malheur ressemble — Il est profond profond profond »; en décembre, à Marseille...

Mais sans doute l'histoire la plus significative, la plus inquiétante, la plus scandaleuse aussi, est celle qui est arrivée à M. Azzouz Mohamed, venu accomplir les formalités relatives au décès de son oncle, M. Azzouz Sisbane, mort « noyé » dans le lac d'Annecy. Ayant constaté que le corps de son oncle portait des traces de coups et de violence, il entama des démarches en vue d'une autopsie; sans résultat. Quelques jours plus tard, de retour dans son hôtel, il sent une présence insolite autour de lui; arrivé au troisième étage, plusieurs individus se ruent sur lui et le jettent par la fenêtre, sur une véranda hérissée de pieux de fer. Par miracle, il en réchappe mais doit être envoyé d'urgence à l'hôpital pour des blessures multiples; c'était le 8 novembre.

On entend trop en France de discours sur l'ordre et la sécurité pour ne pas se poser de questions... Et l'on se prend à rêver que les « forces de l'ordre », plutôt que d'investir les gares où des élus viennent parler avec leurs mandats, protègent ceux qui travaillent à nos côtés, nos hôtes, nos amis.

DJIBOUTI : quelle indépendance ?

« On peut dire que Djibouti est pour la France, une charge à peu près inutile; que la population ne se sent plus française et ne veut pas le devenir; que nos voisins poussent à notre départ... Dans ces conditions, il faut aller à l'indépendance et le plus tôt sera le mieux. » Qui l'a dit ? Qui l'a dit ? Quel est ce traître, ce « bradeur » du sol national, ce révolutionnaire ? Il s'agit de M. Pierre Messmer, dans une déclaration à France-Soir le 7 novembre de cette année. Et alors, qui donc a déclaré : « C'est par la volonté librement exprimée des populations que nous sommes ici en terre française. » ? M. Pierre Messmer... en 1972 ! Lequel des deux croire ?

Regardons-y de plus près. Paris se rend de plus en plus compte de l'anachronisme de la situation, et le fait d'être une des dernières puissances coloniales dans le continent gêne considérablement sa diplomatie. Il s'agit pour le gouvernement de conserver la base militaire stratégique de Djibouti qui ferme la mer Rouge et qui fait face à la République Démocratique et Populaire du Yémen dont personne n'ignore le développement progressiste et la volonté d'indépendance. Mais il n'est pas nécessaire pour cela d'avoir un gouverneur sur place, et un homme comme M. Ali Aref, sorte de tyranneau

local mis en place par l'administration, ferait sans doute un président très potable pour quelques intérêts français dans la région. A l'heure actuelle il s'agit de savoir si la population pourra s'exprimer comme elle l'a fait en accueillant M. Gouked Aptidon, le leader de l'opposition, au début du mois de décembre, avec un enthousiasme significatif.

Apartheid sur deux roues

Malgré la vogue croissante de la bicyclette, les exportations françaises en ce domaine ont dangereusement diminué et les constructeurs français tentent de redresser la situation par des opérations promotionnelles à l'étranger.

N'est-ce pas la raison pour laquelle une équipe de l'A.C.B.B. (Athlétique Club de Boulogne-Billancourt), premier club cycliste amateur de France, pépinière des champions français... et équi-

pée par les cycles Peugeot, s'est rendue en octobre dernier en Afrique du Sud ?

D'autant que Bernard Thévenet, vainqueur du Tour de France 1975 et leader de l'équipe Peugeot professionnelle, est allé passer des « vacances » avec son épouse en Afrique du Sud pendant la même période.

Il y a un an, deux clubs français avaient reçu une invitation identique. Quelques semaines plus tard, l'Union Cycliste Internationale (U.C.I.) infligeait une amende de plusieurs milliers de francs suisses à la Fédération Française de Cyclisme (F.F.C.) afin de lui rappeler que l'Afrique du Sud avait été exclue de l'U.C.I. en raison de sa politique de ségrégation raciale.

On espérait que l'U.C.I. infligerait encore cette année la même sanction à la F.F.C. s'il était prouvé que les coureurs de l'A.C.B.B. avaient effectivement participé à une course en Afrique du Sud. Il n'en a rien été, hélas !

Réuni à Genève le 27 novembre 1975, le Comité Directeur de l'U.C.I. a préféré passer à un autre sujet bien qu'il ait appris que d'autres pays (dont l'Italie) avaient également envoyé des coureurs en Afrique du Sud et que c'était le Président de la Fédération Française du Cyclisme lui-même qui avait donné son accord personnel au Club français pour s'y rendre. Il y a de ces silences !...

Robert PAC

Présence du passé

L'élection à l'Académie française d'un ancien collaborateur est-elle admissible ? M. Pierre Emmanuel y a répondu avec tact et fermeté dans la lettre de démission où il expliquait ne pas pouvoir siéger à côté de M. Félicien Marceau étant données ses activités pendant la dernière guerre. Le fait pourtant qu'après Touvier, l'ancien S.S. Johann

PROCHE-ORIENT — Violences ou négociations ?

La position prise par le M.R.A.P. lors du vote de l'Assemblée générale de l'O.N.U. condamnant le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination raciale, parce qu'elle prenait en compte l'ensemble des parties en présence, nous permet aujourd'hui d'avoir sur les derniers développements de la situation du Proche-Orient un jugement qui ne soit entaché d'aucune subjectivité, d'aucun parti pris.

Il n'en est pas toujours de même, et les regrettables incidents qui se sont déroulés lors de la manifestation organisée dans un but partisan, pour protester contre la résolution des Nations Unies montre bien combien il est nécessaire d'être vigilant sur ces problèmes... A moins de se laisser entraîner dans des campagnes visant à discréditer l'O.N.U. et reprenant à leur compte les slogans mêmes qui permirent aux fascistes d'asseoir leur pouvoir. Car enfin, être Israélien, être juif, ce n'est tout de même pas nécessairement accepter passivement des actes aussi condamnables que les derniers bombardements de camps palestiniens au Liban qui ont causé 74 morts et 150 blessés; l'emploi de bombes anti-personnel dont on connaît la cruauté, le choix d'une heure où les camps n'étaient à

peu près peuplés que de femmes, d'enfants, de vieillards, les blessures horribles de ceux qui en ont réchappé, les drames multiples des hommes qui rentrent du travail pour ne plus trouver chez eux que mort et désolation, tous ces éléments, comment les justifier ? Ainsi que le disait notre secrétaire général lors du Congrès : « Nulle part et jamais, la raison d'Etat ne devrait l'emporter sur les droits de chaque homme ». Et c'est l'honneur de l'opinion démocratique israélienne que de le reconnaître, comme elle n'a pas manqué de le faire avec un impact plus fort que de coutume jusque dans le gouvernement. L'élection à Nazareth d'un maire communiste, officiellement opposé à l'expansionnisme de son pays et favorable à l'application des résolutions de l'O.N.U. est sans doute là encore un élément important à prendre en compte quand on envisage un règlement équitable du problème.

Ce n'est en tout cas pas en mettant au ban de l'opinion publique l'Organisation de Libération de la Palestine, qui représente effectivement les plus larges secteurs du peuple palestinien, que l'on pourra avancer vers une telle solution qui serait pourtant évidemment bénéfique pour tous.

Certains n'ont pas manqué de s'indigner de la mise en place à Paris d'un bureau de l'O.L.P. ne faut-il pas, au contraire, y voir une chance de plus pour la paix; d'autant plus que cette organisation prend des positions de plus en plus responsables et que tout montre que l'opinion palestinienne la suit sur ce terrain. N'a-t-on pas vu, lors des dramatiques affrontements qui se déroulent au Liban, un chef de communauté juive, M. Selim Al Maghribi, remercier l'O.L.P. de la protection que les militants palestiniens avaient apportée à cette communauté.

Lorsque les dirigeants israéliens font bombarder sans discernement des civils, lorsqu'ils organisent la colonisation des territoires occupés pour créer un fait accompli, lorsqu'ils refusent de s'asseoir à la même table que l'O.L.P. à l'O.N.U., alors que cette organisation est la première concernée par les derniers bombardements au Liban, défendent-ils les intérêts du peuple israélien qui aurait tout à gagner à vivre enfin en paix; n'ouvrent-ils pas la voie à des actes désespérés qu'il sera facile alors de taxer de « terroristes » ? Les grèves nombreuses qui affectent les zones occupées devraient être un avertissement; il faut maintenant que vienne la paix.

MARDI 18 NOVEMBRE : AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN, DÉBAT SUR LE SORT DES ENFANTS JUIFS DE LA FRANCE OCCUPÉE.

LE GOUVERNEMENT DE VICHY IGNORAIT L'EXISTENCE DES CAMPS D'EXTERMINATION



L'ANCIEN SECRÉTAIRE DE LAVAL

COMMENT SE FAIT-IL ALORS QUE NOUS, ON SAVAIT ?



CLAUDE BERRI, CINÉASTE

CRUZEL

Exclu de l'écran

Le M.R.A.P. avait semble-t-il toutes les raisons d'être invité au débat qui suivit la projection du film « Le vieil homme et l'enfant », aux dossiers de l'écran, le 18 novembre 1975; notre mouvement se flatte en effet d'être l'organisation qui lutte avec le plus de cohérence contre le racisme dans notre pays; en outre, la première du film, auquel nous avions attribué le « Prix Fraternité », s'est faite sous notre égide. D'autres raisons ont convaincu les organisateurs et le secrétaire de Laval, y a, lui, trouvé une tribune.

AFRIQUE DU SUD

Le M.R.A.P. accuse

Le développement des luttes en Afrique australe conduit le gouvernement raciste de Prétoria à accentuer tout à la fois la répression sur place et l'intimidation militaire sur ses voisins, tandis qu'une opération de charme est tentée à l'extérieur pour essayer de masquer la véritable nature de l'apartheid. C'est ainsi que plusieurs journalistes de quotidiens provinciaux se sont vus offrir des voyages d'« étude » dans la patrie du racisme, et qu'un certain nombre d'entre eux ont, à la suite de cela, diffusé la propagande sud-africaine en particulier en ce qui concerne les « bantoustans ». C'est ce que recouvre à Prétoria le terme de « détente ».

Devant ces nouveaux développements et l'enjeu qu'ils représentent, le M.R.A.P. a tout naturellement été amené à accroître son activité dans ce secteur. Le Comité d'action Breyten Breytenbach qui s'est formé au sein de notre Mouvement à l'occasion des nombreuses arrestations de cet été, a profité du procès intenté au poète à cause de son opposition à l'apartheid pour annoncer dans une conférence de presse, la constitution d'une « Commission d'enquête pour la mise en procès de l'apartheid ». Plusieurs personnalités se sont jointes à nous pour donner à cette initiative le maximum de crédibilité et le plus de chances de succès. Le professeur Kastler, prix Nobel, présidait la conférence de presse qui connut une affluente inaccoutumée dans ce genre d'affaires. La commission d'enquête livrera ses conclusions devant un jury et ce sera sans doute un moyen particulièrement efficace d'information de l'opinion publique sur ces problèmes.

Mais notre action ne s'arrête pas là. Les liens avec les différents mouvements de libération sont de plus en plus étroits et c'est ainsi que le secrétaire général de l'A.N.C. sud-africain M. Nzo nous a rendu visite à Paris. De plus, une importante manifestation de solidarité et d'information a eu lieu à l'U.N.E.S.C.O. sur les problèmes de la Namibie, avec la participation de M. Sean Mac Bride, haut commissaire de l'O.N.U. pour la Namibie et Prix Nobel de la Paix. Ce débat était organisé par le M.R.A.P. et le Comité français des O.N.G. auprès de l'O.N.U. Notre président, Pierre Paraf y a pris la parole, ainsi que le bâtonnier Brunois.

Tout cela ne peut évidemment pas remplacer l'information « à la base » et de nombreux débats ont été organisés, soit à partir des films que nous possédons soit à partir du film « La dernière tombe à Dimbaza ». Il faut à ce sujet noter que lors d'un de ces débats, au studio Saint-Séverin, l'ambassade d'Afrique du Sud crût bon d'envoyer un contradicteur dans la personne de Jacques Leguèbe, journaliste d'extrême droite spécialisé dans la défense du « monde libre » par apartheid interposé. Au bout d'une demi-heure, sa déconfiture fut telle qu'il dut quitter les lieux sous les huées d'un public scandalisé qu'on puisse défendre sans fard un système aussi contraire aux valeurs les plus communément reconnues.

en bref

Gogol ait été relaxé, les rodomontades de Roland Gaucher-Godillot, l'ancien collaborateur de Marcel Déat lors d'un procès en diffamation tous azimuts, la présence d'Albert Speer sur les ondes nationales, c'est trop en imposer aux hommes qui ont lutté pour que plus jamais la barbarie ne pousse sur notre sol ses fleurs vénéreuses; c'est aussi faire fi de l'opinion scandalisée d'une jeunesse dont on voudrait faire croire qu'elle ne sait pas lire les leçons de l'histoire.

De ce qui se dit, à ce qui se fait

M. Dijoud a pris ces derniers temps plusieurs initiatives; à l'entendre, de semaine de l'immigration en « office national pour la promotion des immigrés » (dans lequel on ne trouve ni un syndicaliste, ni un travailleur étranger), ses services se dépen-seraient sans compter.

Rappelons seulement le cas de M. Fernandès, travailleur portugais, marié à une française et expulsé parce qu'il avait participé à des réunions d'information sur le mouvement démocratique dans l'armée au Portugal. Quand on se souvient des égards auxquels avait eu droit l'ex-général factieux, Spinola !...

Et que dire encore de la suppression des cours d'alphabétisation chez Renault, alors qu'ils sont payés par le F.A.S. c'est-à-dire par les immigrés eux-mêmes... C'est chez Renault toujours qu'un jeune ouvrier victime d'un accident survenu alors qu'il se rendait au travail a été purement et simplement licencié, c'était un immigré d'Afrique du Nord ! Il n'y a pas de petites économies, sauf dans les discours...

■ M. Béchir Arfaoui a tort; tort de ne pas se laisser faire dans un commissariat quand on l'insulte et qu'on lui prend son argent, tort de refuser le verdict de la justice française qui le condamne à quatre mois dont deux fermes; tort d'être syndicaliste; tort d'être Arabe !... Et vous voudriez qu'on garde ça chez nous, allons donc... Heureusement le ministre de l'Intérieur veille : expulsé, Arfaoui !

■ La Télévision et le ministre des Transports lancent une grande opération de promotion pour le Concorde : pour y participer, vous devez avoir le téléphone et envoyer une carte postale; vous risquez de gagner un voyage à Dakar... Ah ! j'oubliais une dernière condition, il faut également montrer « patte blanche » : pas Français s'abstenir, non mais tout de même !

■ Aux scandaleuses inscriptions antisémites qui maculaient les vitrines de plusieurs commerçants de Villeuve-Saint-Georges, le Comité du M.R.A.P. de cette ville a répondu par une vigoureuse protestation et des manifestations de solidarité avec les personnes visées. Il a porté plainte en se portant partie civile.

■ Kiev, le 28 octobre, une manifestation d'étudiants africains devant l'ambassade de Tchécoslovaquie; motif : une ressortissante de ce pays qui vient d'épouser un étudiant nigérian aurait été sommée de divorcer et de choisir « plutôt quel'un de sa propre nationalité ». Sur son refus, il lui a été annoncé que sa bourse et son permis de séjour à l'étranger lui seraient retirés. On se demande quelle interprétation des accords d'Helsinki donnent les représentants tchécoslovaques de Kiev.

• vos droits, vos libertés •

sans feu ni loi

Quelques 4 000 travailleurs mauriciens vivent à l'heure actuelle une situation tragique. Depuis un an et plus, ils n'existent pour personne ! Ni pour le gouvernement français, ni pour le gouvernement mauricien (l'Ile Maurice, dans l'Océan Indien, se trouve à 14 000 kilomètres de Paris).

Ils sont « sans papiers », sans argent, sans logement, sans travail valable. Leur détresse, leur dénuement, leur désespoir, sont inimaginables. Ils sont moins que des esclaves (les esclaves, on les soignait au moins comme des bêtes !). Les Mauriciens « clandestins », on les raye, on les supprime, on les néantise !

On les a trompés de toutes les manières

Déjà, ils étaient les victimes d'un pays défavorisé du Tiers Monde (salaires très bas, 10 fois inférieurs à ceux de la France, chômage...).

Sur eux, est tombé le mirage d'une France pays de Liberté, d'Egalité, de Fraternité, mirage amplifié aussi par le « bluff » facile de compatriotes déjà arrivés à Paris.

Mais surtout, ils ont été escroqués par des trafiquants-négriers, directeurs ou rabatteurs de compagnies de charters (comme le trop célèbre Edoo, ou l'Apsara Travel Agency, de Port-Louis), par des affiches, des annonces dans la presse locale...

Un exemple simple, clair, irréfutable de tromperie éhontée extraite d'un journal mauricien du 13 septembre dernier : « En France, selon les statistiques de l'Agence Nationale pour l'Emploi, il y a 130 000 emplois qui ne trouvent pas preneurs ». Note de la rédaction du journal : « Ces statistiques démontrent clairement qu'il y a du travail en France, non seulement pour les 4 000 Mauriciens « sans papiers » mais pour des centaines d'autres (sic) qui veulent y aller travailler !... » (« Le Populaire », 13 septembre 1975).

Escroqueries encore, les recommandations à remettre à d'éventuels employeurs français, recommandations trop facilement déli-vrées par des responsables mauriciens.

Ils ne peuvent rentrer à l'Ile Maurice : ils se sont ruinés, endettés, avant leur départ de là-bas

Edoo leur a vendu, 2 000 ou 3 000 F lourds, l'adresse d'un illustre employeur parisien. Les « faux touristes » ont liquidé maison, camion, machine à coudre, hypothéqué des terres, emprunté à 20 % : laissant souvent femme et enfants sans argent, ils sont partis couverts de dettes !

A Paris, c'est pour les « sans-papiers », la solitude, l'angoisse avec l'arrivée de l'hiver, l'exploitation par les patrons du travail au noir.

Ces « sans-papiers » ne travaillent pas tous, loin de là. Des compatriotes (ou quelques Français) les secourent, les logent, leur fournissent un minimum d'argent. Mais peut-on rester à la charge d'un cousin ou d'un ami pendant plus d'un an ?

S'ils trouvent du travail « au noir » ils sont exploités, surexploités. Un restaurant de luxe les fait travailler 14 heures par jour pour 500 francs par mois, les faisant dormir sur le parquet... moquette ! Telle maison de confection les paie à la moitié du S.M.I.C. Tel garagiste les fait travailler jusqu'à minuit pour un salaire deux fois

inférieur à celui des ouvriers français qui partent à 18 heures. Un employé de maison préparait, cet été, au moment de la canicule, les repas de huit personnes en vacances et « faisait » 14 pièces de la maison de campagne de 8 heures à minuit : il est tombé d'épuisement !

Les « sans-papiers » de l'Ile Maurice ont multiplié assemblées d'information et d'analyse; ils ont agi depuis des mois, avec une alternance d'espoir et de désespoir. Récemment, un soir, à Paris, trois d'entre eux sont descendus dans la rue hurlant littéralement leur détresse, menaçant de se supprimer. Des amis ont réussi de justesse à les calmer.

Ces travailleurs s'abîment, se détériorent physiquement, psychologiquement, moralement. Heureusement, certains apprennent à étudier leur situation, à se solidariser, à agir, à organiser délégation sur délégation... à dénoncer les malheurs qui tombent sur eux. Ils prennent conscience qu'il leur faut lutter pour pouvoir enfin être traités comme des hommes.

Voilà des faits... des faits irréfutables : des faits qui réclament des solutions. On peut faire durer la torture de ces hommes et de ces femmes : on ne la supprimera pas en l'ignorant et en ne faisant rien.

Pour l'honneur de ce pays, il faut crier le malheur de ces déportés sans voix, de ces déportés ignorés. Un an de réclamations, un an de démarches auprès des Pouvoirs Publics, pour rien : c'est trop. Trop de mépris. M. Giscard d'Estaing, M. Chirac, M. Dijoud ne doivent plus ignorer le cri de ces méprisés. Les responsables mauriciens ne peuvent plus ignorer cette situation des « clandestins » ni se contenter d'attendre. Ce dossier doit être ouvert.

Dossier très simple, d'ailleurs. Plus simple peut-être qu'il ne paraît : pourquoi ne pas accorder à ces clandestins malheureux et de bonne foi leurs cartes de travail ? Comme le suggérait un haut-fonctionnaire, on alignerait ces immigrés francophones de l'Océan Indien sur les immigrés francophones sud-sahariens. L'Ile Maurice (autrefois l'Ile-de-France !) n'était-elle pas, il y a 150 ans une colonie française ? N'est-ce pas un peuple ami du peuple français ?

On sera contraint inévitablement de résoudre ce problème dramatique tôt ou tard. Par une amnistie. Par une régularisation. Pourquoi ne pas le faire tout de suite ? Pour éviter une monstruosité, une barbarie injustifiable qui déshonore tous les responsables. C'est intolérable, de nos jours, que des hommes, victimes de « trafiquants d'esclaves » modernes et de tout le système actuel du marché du travail soient ainsi traités.

Comment être amenés à un tel point de désespoir sans que les Pouvoirs Publics de leur pays d'origine ou d'accueil ne les protègent contre un tel scandale ?

Jean DALLET

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en BOTTES
Femmes du 35 au 43 — Hommes du 38 au 48
6 largeurs différentes

- (9°) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M° Saint-Lazare - Trinité)
 - (6°) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M° Sèvres - Babylone)
 - (10°) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M° Château-d'Eau)
- Magasins ouverts tous les lundis

Pour aider la S.W.A.P.O.
un calendrier en couleur
qui dépeint la lutte en Namibie
30 F - S'adresser au M.R.A.P.



ROZEX

SPÉCIALISTE DE
L'ENFANT

PULLS
CHEMISES
TEE SHIRTS
PANTALONS
JEAN'S

7 et 9, rue du Grenier St-Lazare
75003 PARIS
Tél. 272-13-03 et 277-55-23

24 RUE NEUVE LILLE 57.40.01

quetche



PRET A PORTER
FEMININ

droit & Liberté

DROIT ET LIBERTÉ • N° 344 • DÉCEMBRE 1975/JANVIER 1976

29-30 NOV.
1975

ASSEZ!
DE CRIMES
RACISTES

SOLIDARITÉ avec
les peuples qui se libèrent
de l'oppression coloniale

A BAS LE NEO
NAZISME ET
LES GROUPES FAUCON

FRANÇAIS et IMMIGRÉS
TOUS UNIS

application de la loi
de juillet 1972

spécial congrès



CHEMISIER - HABILLEUR

antony

Vêtements pour Hommes

42, Rue de Béthune - 59000 LILLE

Tél. 54.62.89

paris

prêt à porter
boutique
3 rue de tournai
lille
tél. 55 64 16

lux

LORANT Couture

RAYON
GRANDES
TAILLES

174, rue L. Gambetta
Tél. 57.32.04 LILLE

TISSUS DE COTON S. GELDNER

88, RUE DU MOLINEL

SPÉCIALITÉ 59 - LILLE

DE
INLET - MOLLETON
DAMAS - AMEUBLEMENT
LINGE DE TABLE
PARURES DE LIT
PLUMES - DUVETS
RIDEAUX - VOILAGES

TÉL. 54.85.39
57.28.90

S.M.A.

SIGNALISATION MODERNE AUTOROUTIÈRE

21 et 23, rue Jules Ferry
92406 COURBEVOIE
Tél. 333.23.45 et 23.46

Une active fraternité

« Près de trois ans ont passé depuis notre dernier Congrès, plus de vingt-six ans après sa création, encore que ses activités remontent bien plus loin, au temps des combats de la nuit de la Résistance », commence Pierre Paraf, président du M.R.A.P., dans son allocution d'ouverture. « Ce Congrès, poursuit-il, nous est une occasion précieuse de rencontre, d'approfondissement de problèmes auxquels nous devons faire face, de confrontation de nos points de vue, dans le rassemblement fraternel de nos forces et l'unité de notre idéal.

« Sans anticiper sur le rapport d'Albert Lévy qui me semble aborder tous les aspects du vaste et complexe problème du racisme, je me bornerai à souligner d'abord les deux données qui lui servent de base et qui sont pleinement conformes aux leçons de mes combats, aux conclusions de mes ouvrages consacrés à ce thème.

« D'une part, la persistance et même — en raison de la crise économique — l'extension du racisme dans la plupart des pays du monde sur le plan social, national, psychologique sous des apparences plus ou moins virulentes, plus ou moins insidieuses.

« D'autre part, une prise de conscience plus étendue, plus précise du mal, avec la volonté toujours plus forte de le faire reculer.

« J'ajouterai que le racisme et la lutte contre le racisme reflètent l'un et l'autre directement les événements de notre Histoire : les grandes contestations qui mettent en cause les bases mêmes de nos structures, menacent des intérêts, contraints pour survivre, à réagir par tous les moyens; puis l'éveil et la victoire des nationalismes nouveaux auxquels il serait absurde d'identifier le racisme, puisqu'ils sont nés justement de ses excès; il arrive pourtant que l'instinct national trop longtemps méconnu risque de dévier vers un particularisme d'où la xénophobie n'est pas absente.

« Enfin — et l'on ne saurait trop, à mon sens, insister sur ce phénomène — le racisme s'inscrit dans un contexte de violence qui est l'une des marques de notre époque : violence légale, inhérente à tous les régimes totalitaires et dont les autres ne sont pas non plus exempts, violence illégale qui est devenue pratique courante et dont la prise d'otages est une triste illustration.

« Une telle explosion de violence, surgie des instincts primitifs, est encouragée par le rythme de la vie contemporaine. Elle provient essentiellement du refus personnel et collectif de l'injustice à laquelle on ne se résigne plus comme naguère. Elle tient au relâchement des vieilles disciplines, au foyer comme à l'école, au fait que pour un nombre croissant d'hommes, la fin justifie les moyens et que cette violence s'avère souvent payante. Dangereuse tentation pour l'homme contemporain face à face avec le vide philosophique et moral;



Pierre PARAF

la morale nouvelle n'ayant pas encore pris la relève des morales religieuses et civiques, trop souvent englouties dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts.

« Au regard de ces éléments négatifs, on est heureux de constater l'intérêt croissant que la jeunesse montre à ces problèmes, son ouverture plus vaste au monde, grâce aux voyages de plus en plus répandus, grâce aussi à ces moyens audiovisuels — ces mass media comme on dit — dont on critique justement le contenu, mais qui aboutissent dans l'ensemble à familiariser le jeune et l'adulte avec d'autres civilisations, à lui révéler la diversité, l'unité de l'Homme de Toutes les Couleurs.

« On est réconforté d'autre part de pouvoir bénéficier dans les luttes contre le racisme de l'appui des grandes centrales syndicales comme de celui des représentants des Eglises revenues à leur sources les plus authentiques et rejoignant les libres-penseurs dans l'aspiration à l'universalité.

« Je ne m'étendrai pas en ce message d'introduction sur les multiples terrains de combat du M.R.A.P., sur les diverses catégories de victimes qui requièrent notre active solidarité : la forme traditionnelle, rituelle du racisme, l'antisémitisme ou plus exactement l'antijudaïsme..., le sort des travailleurs immigrés qui exige notre action la plus vigilante, mais aussi nos compatriotes antillais et nos amis gitans qui malgré leur passeport français sont en butte à de graves discriminations. Toutes ces victimes nous sont aussi chères. Il n'est point pour nous, parmi elles, de classes privilégiées. Nous avons le devoir de les défendre dans tous les pays, sous tous les régimes avec la même énergie, selon les principes et dans le style du M.R.A.P. qui cherche toujours à analyser, à comprendre, qui distingue les gouvernements des peuples, qui veut servir partout la réconciliation et la paix.

Pierre PARAF.

« C'est sur le plan national que s'exerce essentiellement notre action. Mais le mal auquel, nous nous confrontons, est un mal universel. Il sévit ailleurs, sous des formes plus graves, plus nouvelles que chez nous, si honteuses qu'apparaissent telles inscriptions des couloirs du métro, telles discriminations au restaurant, à l'hôtel, au bureau, à l'usine, qui atteignent parfois ouvriers et étudiants dits de couleur. »

Parmi tous les pays qui subissent le mal du racisme, Pierre Paraf évoque tout d'abord « ce racisme de la faim qui frappe l'hémisphère sud du monde » puis le « régime de l'apartheid qui inscrit le racisme dans sa Constitution. » Il note que peu de pays sont à l'abri de ce fléau : « Ni l'Amérique d'Abraham Lincoln et de Franklin Roosevelt où les citoyens noirs souffrent malgré la loi de graves discriminations, ni l'Union Soviétique de Lénine et de Gorki, qui malgré les efforts de ses créateurs ne s'est pas encore guérie de l'antisémitisme des tsars. » Il évoque enfin le douloureux problème du Proche-Orient, rappelant la position de notre Mouvement pour le respect des droits légitimes de toutes les parties en présence, ainsi que sa réprobation concernant la résolution des Nations Unies sur le sionisme; une réprobation qui n'entache pas néanmoins la « considération » et l'« attachement fidèle » du M.R.A.P. à l'organisation internationale.

Enfin, il conclut : ...

« C'est de notre devoir qu'il s'agit, un devoir qui ne doit pas à mes yeux se satisfaire de protestations sans péril et sans effet, mais qui réside dans l'action quotidienne, dans l'information, l'éducation antiraciste, dans la défense constante des victimes. Un difficile devoir d'autant plus lourd que nous disposons de moyens matériels limités, malgré les concours nouveaux qui viennent à nous, eu égard aux besoins plus nombreux auxquels nous devons faire face. D'autant plus lourd que notre Mouvement a la fierté comme aux heures de la Résistance dont il maintient l'unité, de rassembler les hommes de familles politiques, de générations les plus diverses.

« Il y a ceux qui conçoivent le combat contre le racisme en termes de luttes d'indépendance nationale et de lutte de classes. Et ceux qui, sans contester l'importance de ces éléments, se sont engagés dans ce combat par amour de l'humanité, par fidélité au Message judéo-chrétien, à celui de l'Encyclopédie et de la Révolution française et qui pensent que le changement de la Société ne peut réussir que si on réussit en même temps à changer l'Homme.

« Les fils de Karl Marx peuvent et doivent poursuivre le chemin avec les fils des Prophètes et des Evangiles ou de l'Islam, avec ceux de Voltaire et de Victor Hugo. C'est l'honneur du M.R.A.P. que de maintenir dans la franchise et la ferveur cette unité.

« C'est à cette tâche que nous vous convions à l'ouverture de ce Congrès, en vous demandant de venir plus nombreux, d'apporter un concours plus ardent au M.R.A.P., foyer de libre confrontation et d'active fraternité. »



Albert LEVY

CES DEUX JOURS-LA

Il fait bien frais, ce samedi de fin novembre; les participants au Congrès s'installent dans la grande et belle salle « Cadet-Lafayette », au siège de Grand Orient de France. Quelques-uns s'attardent auprès de la table dressée à l'entrée pour y choisir quelques livres, quelques brochures où puiser les connaissances nécessaires à notre combat.

Mais bien vite, il est dix heures; le silence se fait pour écouter l'émission de « France-Inter », Questions pour un samedi, théoriquement consacrée à l'antiracisme. Charles Palant y représente le M.R.A.P. mais il n'est pas seul... Une émission où nous pensions que pour une fois, la voix de ceux qui luttent avec détermination et sans compromission contre toute forme de discrimination raciale allait pouvoir se faire entendre, s'expliquer, et voilà qu'au dernier moment, on nous impose d'entendre les rodomontades du directeur de « Minute », M. Brigneau, devenu pour l'occasion un « honorable contradicteur ». De plus, l'antenne qui nous avait été promise sur les lieux du Congrès lui-même nous est, elle aussi, retirée. Il faut avoir vu le frisson d'indignation de l'assemblée lorsque M. Brigneau employa le terme de « race élue » avec une ironie méprisante — dont les



La délégation des pakistanais. A droite : M^e O. DENYS.

Le combat contre le racisme un combat pour la liberté

Le rapport du Bureau national présenté au Congrès par Albert Lévy, secrétaire-général du M.R.A.P., se fonde à la fois sur l'expérience du Mouvement au cours des trois dernières années et sur l'enquête poursuivie depuis septembre. Il part d'un double constat : d'une part, « la montée préoccupante du racisme en France »; d'autre part, « le développement de l'action antiraciste dans de multiples secteurs de la vie sociale ». On en lira ci-dessous des extraits (1) :

La montée du racisme dans la vie quotidienne

« Première observation : le racisme éclate dans toutes les directions. Si le racisme anti-arabe et anti-immigrés reste le plus virulent et le plus cruel, l'antisémitisme ne faiblit pas, bien au contraire. Comme nous le montrons en permanence dans « Droit et Liberté », Arabes et Juifs, Noirs et Gitans, étrangers de toutes origines sont visés avec une même hargne, parfois dans les mêmes termes et par les mêmes individus, et les violences n'épargnent ni les uns ni les autres. »

« Ceux qui sont ainsi humiliés et rejetés ressentent douloureusement ce harcèlement quotidien. Les travailleurs immigrés, en particulier, et surtout les Maghrébins — les plus attaqués — nous donnent maintes illustrations des marques de mépris, des offenses et des brimades qu'ils subissent et qui retentissent non moins profondément en eux que des agressions physiques, car c'est toute leur vie qui en est sans cesse tissée. »

Les applications de la loi

« La loi du 1er juillet 1972, élaborée par le M.R.A.P. et votée grâce à ses efforts, nous fournit désormais, à travers ses applications, des indications intéressantes. En réponse à la question écrite d'un député, le Garde des Sceaux a donné récemment le bilan suivant : 31 poursuites engagées dans des cas de provocation; 18 dans des cas de discriminations. Le ministre précise que dans 10 Cours d'Appel, les parquets n'ont été saisis d'aucun fait relevant de cette législation — ce qui montre qu'il y en a eu dans les 18 autres (soit les 2/3 du total). »

« De plus, — et nous nous en réjouissons — la loi joue un rôle de dissuasion : dans de nombreux cas (fiches de l'Agence Nationale de l'Emploi, offres d'emploi ou de services discriminatoires) il a suffi d'en brandir la menace pour mettre fin aux violations que nous dénonçons. »

(1) Le texte complet du rapport peut être obtenu au M.R.A.P., au prix de 5 F.

Des agressions, des meurtres...

« Le racisme tue en France, à une fréquence sans précédent. Dans la majorité des cas, les auteurs des crimes et des agressions ne sont pas découverts. Alors que la police prend part elle-même, parfois, aux violences racistes (Marseille, Bagneux, Noisy-le-Sec, Paris, Limoges, Versailles), on peut craindre qu'elle ne fasse pas toujours preuve du zèle nécessaire pour les découvrir. Les autorités ne donnent guère de publicité à ces crimes et agressions, aux enquêtes entreprises, aux sanctions et condamnations, lorsqu'il y en a. Quant à la « grande presse », même celle qui est friande de « sang à la une », les immigrés ne l'intéressent pas davantage tués que vivants. » « Il faut qu'on sache combien les immigrés — que les racistes accusent de mettre en danger la sécurité des Français — se sentent menacés dans un tel climat, où ils sont des cibles de choix pour les groupes de nerfs, les commandos fascistes et pour les bandes provocatrices qui attaquent les bals du samedi soir. »

« Face aux crimes racistes, le M.R.A.P. agit sans relâche pour exiger des Pouvoirs publics le juste châtiement et la mise hors d'état de nuire des coupables et de leurs inspireurs directs. »

Immigration : des profits et des hommes

« Ces immigrés, qui sont les premières victimes du racisme quotidien, des discriminations, des agressions, sont en France plus de 4 millions. »

« Dans une récente réunion du M.R.A.P., un immigré a résumé la revendication commune à tous : « Nous voulons être égaux. Etre traités en hommes. »

« Ils ne sont pas égaux quand le patronat et le gouvernement disposent d'eux comme d'une masse de manœuvre que l'on fait venir et renvoie au gré des conditions économiques intérieures. »

« Ils ne sont pas égaux quand, représentant 10 % de l'ensemble des salariés, ils sont victimes de 21 % des accidents du travail. »

« Ils ne sont pas égaux quand ils se voient refuser des emplois à raison de leurs seules origines, quand ils s'entassent dans des bidonvilles et des taudis, dans des foyers délabrés et inhumains, aux loyers toujours plus élevés, sous le contrôle de gardiens s'inspirant des méthodes coloniales. »

« Ils ne sont pas égaux quand, pour les empêcher de défendre leurs droits et d'exprimer leurs aspirations, on limite par des pressions et par la loi leurs possibilités d'action syndicale, leurs droits d'association et d'expression, et que l'on fait peser sur eux en permanence le chantage à l'expulsion. »

« Ils ne sont pas égaux quand leurs cultures propres, leurs modes de vie sont dépréciés devant l'opinion publique et ne trouvent aucune voie pour se faire connaître et entendre à travers les grands moyens d'information. »

« Tout se passe comme si le racisme dans ses formes les plus subtiles comme les plus brutales était un moyen d'intimidation parmi d'autres pour créer la crainte chez les immigrés et les inciter à « se tenir tranquilles », c'est-à-dire renoncer à la défense de leurs droits et de leur dignité. »

« Nous devons donc, avec les syndicats, avec les immigrés et leurs associations, avec les organisations de solidarité, poursuivre nos efforts pour l'égalité. »

« Ce n'est pas moi, c'est eux »

« La crise économique, aujourd'hui comme toujours, favorise le racisme. Quand les mouvements de protestation et de colère, l'exigence d'une autre politique se font plus pressants, la tentation est forte pour les responsables de s'écrier : « Ce n'est pas moi, c'est eux ! »... »

« Eux », les boucs émissaires les plus pratiques, ce sont aujourd'hui les immigrés. Pourtant, pour s'en tenir au chômage, la proportion des chômeurs est à peu près identique parmi les Français et les immigrés. Partageant le même travail, les mêmes difficultés, les mêmes intérêts et les mêmes espoirs, Français et immigrés doivent donc se défendre, lutter ensemble. »

« Fait nouveau, la diversion a pris une dimension internationale avec ce qu'on a nommé la crise du pétrole. Est-il juste d'attribuer l'inflation à l'augmentation du prix du pétrole alors que c'est l'inverse qui se produit ? Est-il normal d'affir-



En commission : lutter par l'éducation.

→ plus anciens pensaient à juste titre avoir payé suffisamment de leur sang pour qu'elle ne s'exprimât plus sur les ondes de la radio nationale — pour comprendre quelle curieuse conception du dialogue est celle qui met sur le même plan le représentant d'un journal condamné par la justice pour son racisme et ceux qui combattent sans relâche pour l'égalité de tous, la reconnaissance de l'Autre et la fraternité. Tous ces éléments donnèrent à la discussion qui suivit un tour très animé qui montrait d'emblée que le Congrès ne serait pas une messe de l'antiracisme, mais bien la réflexion commune et variée d'hommes et de femmes qui savent ne pas attendre l'uniformité des idées pour agir.

Au repas qui suivit, l'intérêt se porta surtout, au hasard des places, sur les délégations étrangères qui nous avaient fait l'honneur de participer à nos travaux, nos amis belges du M.R.A.X., le représentant de l'A.N.C. d'Afrique du Sud, ceux de la Fondation Anne Frank, ceux venus de Grande-Bretagne, qui nous apportaient l'expérience de leurs lointains combats, si proches pourtant du nôtre, si présents dans nos esprits.

A 14 heures, pour l'allocution d'ouverture de notre président, Pierre Paraf, la salle, dont la contenance dépasse 400 places, s'est à peu près emplies : visages juvéniles, pas mesurés des plus

→ anciens, Français, travailleurs immigrés, journalistes, délégués, observateurs et amis, présence réconfortante de tous ces hommes, de toutes ces femmes venus puiser dans la réflexion de tous et dans l'échange des expériences de nouvelles forces pour notre lutte commune ! Après que notre président ait indiqué les grandes lignes de notre action avec le talent et la mesure d'un vétéran de l'antiracisme, c'est le rapport du Bureau National, lu par notre secrétaire général, Albert Lévy. Dans ces sortes d'affaires, les éloges semblent trop souvent de commande pour que l'on ne signale pas expressément, et avec insistance, le très grand intérêt de ce document. Sera-ce une preuve suffisante que de dire l'extrême attention qui lui fut apportée tout au long de la lecture et dont témoignaient les applaudissements nombreux et fournis qui en interrompirent le cours plus d'une quinzaine de fois ; et pourtant, dix-huit pages dactylographiées... après un bon repas !

C'est nourris de ce consistant plat spirituel que les participants se dirigèrent ensuite vers les lieux des six commissions où l'on devait débattre des différents aspects particuliers de notre action. Problèmes internationaux, l'action dans la localité et l'entreprise, les mass-media, l'enseignement, l'action juridique, la position du Mouvement par rapport à la résolution de l'O.N.U. sur le sionisme : chacun pouvait y trouver de quoi témoigner, de quoi réfléchir par la confrontation des idées et des expériences, de quoi faire avancer le Mouvement, en tirant les conclusions et les résolutions les plus efficaces.

Là encore, aucun académisme et beaucoup de sincérité dans les propos et dans les attitudes. On pouvait craindre par exemple qu'une commission comme celle qui était consacrée à la résolution de l'O.N.U. manque un peu de sérénité et soit le lieu d'affrontements passionnels. Il n'en fut rien, et sans doute est-ce une des forces du M.R.A.P.

Un grand intérêt porté aux problèmes internationaux



mer que le déséquilibre de nos échanges découle principalement des « transferts de salaires que les travailleurs immigrés effectuent vers leurs pays d'origine » ? Il n'est pas nécessaire de sortir de Polytechnique ou de l'E.N.A. pour comprendre que les immigrés élevés dans leur pays et arrivant en France dans la force de l'âge pour entrer dans la production rapportent à l'économie française d'énormes surprofits ; pour comprendre que, dans la crise française, il y a des responsabilités françaises. »

Etre antiraciste pour être libre

« Nous avons dénoncé à maintes reprises dans le racisme, un piège pour ceux qui le pratiquent et se laissent intoxiquer par cette idéologie. »

« De même, le silence entretenu autour des immigrés, du racisme existant en France, en Afrique du Sud ou aux Etats-Unis, le fait que le M.R.A.P. a moins de facilités pour s'exprimer sur les ondes et le petit écran que MM. Le Pen, Touvier, Skorzeny ou Speer, illustrent les problèmes généraux de l'information dans notre pays. »

« Le racisme est l'une des plus graves atteintes à la lucidité des individus comme des peuples. C'est dire qu'à certains égards, la première victime du racisme, c'est le raciste lui-même. On ne peut concevoir un homme digne de ce nom qui serait raciste, un pays vraiment démocratique qui tolérerait cette forme de barbarie. Le combat contre le racisme est donc un combat pour la liberté. »

Solidaires des peuples opprimés

« La décolonisation, qui a pris son essor dans les années 60, a modifié les conditions de la lutte antiraciste au plan mondial. En Asie, en Afrique, en Amérique Latine, la plupart des peuples ont acquis au moins une indépendance formelle, souvent à l'issue de luttes prolongées et sanglantes. Ils affirment leur présence, sur l'arène internationale. »

« Des vérités nouvelles sont ainsi apparues aux yeux de l'opinion publique des pays dits « occidentaux ». On a découvert ces faits, presque devenus désormais des lieux communs : que le système colonial avait des finalités essentiellement économiques ; que pour exploiter les richesses — minérales, végétales et humaines — des territoires conquis, pour assurer l'activité des compagnies coloniales, il avait fallu dominer ces territoires par la force, leur imposer des structures économiques et politiques absolument contrôlées par les métropoles ; qu'il en résultait une oppression multiforme, et la répression immédiate de toute révolte ; qu'il avait fallu aussi désarmer culturellement les peuples ainsi maîtrisés ; et que le racisme, c'est-à-dire la croyance, plus ou moins explicite, de leur infériorité native, indiscutable et éternelle, apportait la justification nécessaire à cette situation humainement injustifiable. »

« Les peuples colonisés ont compris les premiers que le racisme dont ils souffraient était indissolublement lié au système colonial. »

« Etre antiraciste en 1975 suppose une pleine conscience de ces réalités et une solidarité de principe avec les peuples dont la libération du racisme implique la libération du colonialisme. »

« Notre Congrès de janvier 1973 se tenait à quelques jours des Accords de Paris sur le Viet-Nam. Il a fallu des mois et des mois encore pour que finisse ce « génocide vain », que nous avons condamné, pour que le peuple vietnamien soit



A la tribune. Ci-dessus : L. THIPHAINE, G. PAU-LANGEVIN et A. LEVY. Ci-dessous : A. VIEUGUET et A. CHIL-KOZLOWSKI.



→ qu'il en ait été ainsi. Les avis très divergents qui y furent exprimés le furent toujours en référence à une véritable **pratique** de l'antiracisme, ce qui permit effectivement un échange profond. Il était particulièrement impressionnant de voir →

B. DIARRA : L'expérience vécue à St-Denis...



libéré de l'occupation et de l'oppression étrangères, libération qui a gagné ensuite le Cambodge (non que nous approuvions tout des méthodes employées après la prise de Phnom-Penh) et le Laos. »

« La Guinée-Bissau, les Iles du Cap Vert, le Mozambique sont maintenant indépendants. En Angola, le plus riche des anciens territoires portugais, la situation présente illustre la rapacité des sociétés multinationales et les soutiens qu'elles reçoivent de certains Etats. »

« Quand des problèmes de cet ordre se posent aujourd'hui encore à la France elle-même, aux Comores, à Djibouti, en Polynésie ou ailleurs, on ne peut vraiment les résoudre qu'en prenant loyalement en considération les aspirations et les droits des peuples concernés : seule voie pour une coopération durable et harmonieuse avec notre pays. Avec le battage fait pour le recrutement de milliers de nouveaux colons, quelles tensions veut-on créer, par exemple, en Guyane alors que le BUMIDOM, organisme créé à cet effet, continue à faire émigrer en France chaque année dix mille Antillais et Guyanais? »

Le racisme s'adapte

« Au temps de la décolonisation, les thèmes du racisme subissent des modifications. L'un des thèmes, que propage la presse ouvertement ou sournoisement raciste, est le refus de reconnaître le caractère historiquement inévitable de la décolonisation. Pour l'Algérie surtout, M.Soustelle et d'autres estiment que seul un « abandon » délibéré par la France peut expliquer la « perte » de cette colonie. Que des peuples si longtemps tenus en respect, méprisés et considérés par ces messieurs comme incapables de la moindre pensée logique, et de la moindre cohésion, aient pu secouer le joug, voilà qui les laisse pantois et incrédules. »

« M. Soustelle et ses amis ont beau jeu de souligner les difficultés que rencontrent les jeunes Etats pour affronter l'héritage laissé par des dizaines d'années, voire des siècles, de colonialisme : économie arriérée entièrement dépendante de la métropole, pénurie totale de cadres, analphabétisme, pressions de toutes sortes des puissances impérialistes... Pour eux, c'est la preuve de l'inaptitude congénitale des peuples hier colonisés à se gouverner eux-mêmes. »

« Enfin, il est frappant de constater que le racisme aujourd'hui prend volontiers une apparence « défensive ». Lisez la prose de « Minute » et des groupes fascistes : nous sommes « envahis » par les immigrés, le « Tiers Monde » pouilleux est à nos portes, avide de piller nos richesses, etc... etc... Les peurs individuelles et collectives nées de la crise économique sont ainsi prises en compte : ce néo-racisme lié au néo-colonialisme rejoint ainsi le racisme traditionnel en une seule et même diversion. »

Quelques points chauds. Un crime : l'apartheid

« Deux raisons principales font que nous nous préoccupons spécialement de ce qui se passe en Afrique du Sud : c'est le seul pays au monde où le racisme revêt une forme ouverte, institutionnelle, condamnée à une quasi-unanimité par la communauté des nations; en dépit de cette condamnation, la France est le pays qui apporte le soutien le plus actif à l'Afrique du Sud, aux plans économique, militaire, politique et culturel. »

« L'apartheid est un système cohérent destiné à rendre possible l'exploitation la plus extrême des populations non-blanches. Pour maintenir les salaires de misère et les profits qui en résultent, il faut isoler, diviser, humilier, paralyser constamment ces populations, les priver de tous les droits, exercer sur elles une répression féroce. C'est la forme la plus perfectionnée, la plus cynique du système colonial, si bien que l'Afrique du Sud détient un double record mondial : celui de la rentabilité des capitaux investis et celui des exécutions capitales : 2 par semaine. »

« Les changements qui ont eu lieu dans le continent africain, ces dernières années, et notamment la libération du Mozambique, aux frontières mêmes de l'Afrique du Sud, amènent le régime de Prétoria à une nouvelle tactique : le Dr Vorster préconise la « détente ». Dans le même temps, le gouvernement sud-africain renforce la politique des Bantoustans : 13 % du territoire, fragmentés en des dizaines de morceaux dans les régions les plus arides, sont réservés aux non-blancs qui représentent 85 % de la population. »



Sionisme = racisme ? un débat approfondi.

« Cette politique de spoliation, de ségrégation et de répression est pratiquée en Namibie, le Sud-Ouest Africain, que l'Afrique du Sud occupe illégalement, en dépit des décisions de l'O.N.U. et de la Cour Internationale de La Haye. C'est de Namibie que le régime sud-africain intervient en Angola tentant de rétablir dans ce pays la main-mise coloniale, étape vers une reconquête plus ample et une expansion économique et politique allant de plus en plus vers le nord. »

Le conflit du Proche-Orient

« Depuis qu'il existe, le M.R.A.P. se préoccupe de la situation au Proche-Orient, avec la volonté de combattre les actes et les excitations racistes qu'elle suscite sur place et dans le reste du monde, y compris en France. »

« Israël existe et doit exister. Les Etats arabes voisins ne peuvent accepter l'occupation de leurs territoires. Les droits nationaux du peuple palestinien doivent être reconnus et satisfaits » : ainsi commençait l'appel « pour une vraie paix, contre tout racisme » signé à l'initiative du M.R.A.P. par plusieurs dizaines de personnalités françaises de tous les horizons lors de la guerre d'octobre 1973. Depuis 1967, comme avant, que de fois n'avons-nous pas réaffirmé qu'aucune solution pacifique au conflit du Proche-Orient ne peut se concevoir sans la prise en considération réaliste et loyale de toutes les données de la situation, sans le respect des droits, de l'intégrité, de la sécurité de tous les Etats et peuples en présence. »

« Si nous considérons l'existence d'Israël comme un fait irréversible, dont la suppression ne serait pas moins dramatique que les frustrations attachées à sa création; si nous considérons comme juste la cause du peuple palestinien, peuple colonisé de longue date, qui connaît à son tour une vaste et douloureuse dispersion, cela n'implique évidemment pas que nous approuvions tous les faits et gestes des gouvernants israéliens ni de telle ou telle organisation palestinienne. Nous nous prononçons par une solution globale sur les bases définies par les résolutions appropriées des Nations-Unies. »

« Lors du vote à l'O.N.U. de la résolution assimilant le sionisme à une forme de racisme, nous avons exprimé nos regrets et notre désaccord. Elle nous semble d'abord heurter la logique : on peut contester, critiquer le sionisme, mais on ne peut nier qu'il est né, qu'il est ressenti par nombre de juifs et non-juifs comme une réponse au racisme antisémite. Le repli des victimes sur elles-mêmes, leur recherche d'un refuge, leur dénonciation généralisée du monde qui les entoure, considéré comme totalement et définitivement hostile, est une réaction que l'on n'observe pas seulement chez certains juifs, mais partout où sévit un quelconque racisme. On peut regretter, désapprouver cette conception, la combattre, mais il nous paraît faux et périlleux de la qualifier en tant que telle de raciste. »

« Est-ce à dire qu'Israël soit exempt de racisme ? Dans le refus de reconnaître les droits des Palestiniens, assimilés en bloc à des « terroristes », alors même qu'on refuse tout contact et toute négociation politique avec l'organisation qui les représente le plus largement, dans la législation relative aux Arabes d'Israël, dans le comportement de certains groupes politiques, le mépris raciste, la négation de l'Autre apparaissent indubitablement. Nous dénonçons sans réserve toute attitude de cette sorte quels qu'en soient les auteurs et les victimes. »

« La confusion entre juifs et sionistes, d'où qu'elle vienne, témoigne toujours d'une attitude sectaire, schématique, et elle nous apparaît toujours suspecte, »

→ des anciens, militants des premières heures dans les combats contre les nazis, interrogés par des amis arabes, faisant référence à leur combat de toujours pour évoquer le sort tragique des Palestiniens, chassés de leur sol, tandis que les premiers évoquaient leur solidarité, avec Israël, créé au lendemain d'un des plus épouvantables génocides racistes de tous les temps. On n'en regrettait que plus, l'inapplication des sages résolutions des Nations Unies sur le douloureux conflit du Proche-Orient, et la campagne entreprise à partir d'une seule résolution (dont le congrès a rappelé qu'il la jugeait inopportune) pour discréditer l'Organisation internationale.

Impressionnants également, les témoignages des délégués venus de tout le pays, et dressant devant la commission sur la lutte contre le racisme dans la localité et l'entreprise, une véritable carte de l'antiracisme; sur notre pays, autant de foyers vivants pour l'hospitalité, pour l'amitié entre les peuples, contre l'exploitation de ceux qui sont les plus démunis parce qu'étrangers. Le Limousin, la région du Creusot, Lyon, Nice, Orléans... chacun rapporte comment, pourquoi; cet homme, ici, un Nord-Africain, agressé dans un bal et insulté, ces parents d'élèves indignés des mesures de ségrégation dans l'école où vont leurs enfants etc. etc...

A la commission internationale, ce sont les frontières qui s'ouvrent aux combats des uns et des autres; on apprend à connaître des situations très différentes; en Grande-Bretagne où il se trouve des syndicats pour dresser ouvertement les travailleurs nationaux contre les immigrés; en Hollande, où la Fondation Anne Frank, informe et agit par des expositions et des conférences dans la maison de la jeune fille assassinée par les nazis, sur toutes les formes de racisme aux Pays-Bas et dans le monde. Lorsque le délégué de la résistance sud-africaine prend la parole au nom de l'African National Congress, c'est comme →

qu'elle se donne pour but de combattre le sionisme ou de le propager. »

« Parmi les nombreux drames humains qui se nouent autour de la question du Proche-Orient celui de l'émigration est sans doute l'un des plus douloureux. Des juifs d'U.R.S.S., désireux d'aller vivre en Israël et dont on ne peut évaluer le nombre, se heurtent à des restrictions que connaissent d'ailleurs tous les citoyens de ce pays. 30 % de ceux qui partent ne s'établiront pas en Israël, certains, expérience faite, voudraient revenir dans leur pays d'origine. Comment ne pas être sensible à ces aspirations, à ces déchirements ? Mais comment ne pas comprendre aussi ces Palestiniens exilés, dont une partie de la famille demeure en Israël, et qui ne peuvent la rejoindre ? »

« On voudrait pouvoir s'appuyer sur des principes valables dans tous les cas, mais on ne peut négliger des faits tels que l'état de guerre, la protection du patrimoine humain des nations contre les tentatives de « drainage des cerveaux », les conditions et les pratiques particulières à chaque pays. La Convention internationale contre la discrimination raciale affirme, dans son article 5, que tout homme a le « droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ». S'agissant de Proche-Orient, son application totale est des plus complexes. C'est affaire à la fois d'individus et de gouvernements. Nous réprovoons, quant à nous, toutes mesures répressives et vexatoires. Nulle part et jamais, la raison d'Etat ne devrait l'emporter sur les droits de chaque homme. »

Au pays des Rosenberg

« Après l'émission télévisée de cet été, le M.R.A.P. a naturellement repris le flambeau de la lutte pour la réhabilitation des Rosenberg. A cette occasion nous avons pu constater qu'aujourd'hui encore les Etats-Unis restent le pays du racisme. » « Les prisons regorgent de détenus noirs, arrêtés dans les ghettos, ce Tiers-Monde intérieur, où le niveau de vie est au-dessous du seuil de la misère. Et s'ils découvrent pendant leur détention les dimensions sociales et politiques de leur situation, ils sont voués à la haine des gardiens et des juges. »

« Dans l'ensemble du pays, les organisations racistes, joignent l'antisémitisme à la haine des noirs. Même si cela n'émeut guère ici certains défenseurs patentés des juifs, les Etats-Unis sont sans nul doute le pays qui connaît le plus d'attentats contre les synagogues et de publications antisémites. »

« Avec, là encore, le souci d'objectivité qui caractérise le M.R.A.P., nous devons poursuivre et étendre notre effort d'information et de solidarité. »

Nazisme et néo-nazisme

« Comme nous l'avions craint, il s'avère que l'accord franco-ouest allemand sur le châtiement des criminels nazis ayant sévi en France n'a guère eu d'effets. »

« En supprimant la célébration du 8 mai, en voulant la remplacer par une simple « Journée du souvenir » et non de lutte contre toutes les formes de fascisme, le Président de la République a profondément choqué tous ceux qui restent attachés au souvenir des luttes passées, mais aussi la jeunesse consciente qu'à travers ces luttes s'expriment les valeurs sur lesquelles se fonde la conscience nationale. »

« Nous sommes conscients que le fascisme n'est pas seulement un souvenir lointain à reléguer dans les manuels d'Histoire. Franco, mis en place par Hitler et Mussolini, a terminé dans le crime son règne sanglant, comme il l'avait commencé. Et à sa mort, l'on met les drapeaux en berne dans notre pays, ce qui ne fut pas fait après l'assassinat du président Salvador Allende. Dans le Chili de Pinochet, en Bolivie où se réfugie Barbie, le « boucher de Lyon », en Argentine, au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique Latine, des gouvernements dominés par les grandes sociétés étrangères ne se maintiennent au pouvoir que par l'exercice d'une terreur permanente qui n'a rien à envier à celle des nazis. »

Le M.R.A.P. au cœur des luttes

« On n'en finirait pas d'énumérer tous les lieux du monde où le racisme sévit et nécessite notre intervention. Nous pouvons tout au plus définir ainsi quelques-uns des principes qui nous guident :

- Priorité à la riposte dans notre propre pays;
- Donner la même importance, et développer la même action face à des faits de même nature et de même gravité, quel que soit le pays où ils se produisent;

→ un symbole de l'enjeu de toute notre action : extirper jusqu'à la racine ce fléau dont la République Sud-Africaine a fait sa loi.

On ne peut tout dire; chaque commission a contribué pour sa part à la réussite de ces deux jours et il suffit de se reporter aux résultats de leurs travaux, lus lors de la séance plénière du dimanche après-midi.

Après la lecture des multiples messages de soutien envoyés par des organisations et des personnalités amies, Charles Palant, devait tirer les conclusions de ces journées laborieuses comme on pouvait le lire sur les visages un peu fatigués des uns et des autres. Puis c'était l'élection du Conseil National et du Bureau après un appel lu par la grande artiste, Francesca Solleville.

De tout cela, un bilan positif, beaucoup d'espoir pour l'avenir, mais l'exigence de faire mieux, d'aller plus loin. Notre Mouvement s'est rajeuni, mais nous devons progresser dans cette voie sans craindre les formes nouvelles d'action. La participation des travailleurs immigrés est de plus en plus effective; ils ont abondamment pris la parole à notre congrès pour y décrire leurs luttes. Ils n'ont certainement pas encore au M.R.A.P. toute la place qui leur revient et nous devons tout faire pour que, dans la réalité de notre combat, le mouvement s'étende dans des milieux où il est encore très peu présent et qui pourtant sont **au front** du racisme. Il faut que toute la vigueur nouvelle puisée dans ces deux journées nous permette, lors du prochain congrès, d'avoir dans toutes les instances, à tous les niveaux de responsabilité, ces jeunes, ces travailleurs qui sont de plus en plus présents dans la lutte menée par tous. C'est le vœu sur lequel nous nous quittons, confiants qu'avec tous ceux qui travaillent avec le M.R.A.P. et hors du M.R.A.P. en vue des mêmes objectifs, il y avait encore de beaux jours pour la fraternité dans notre pays.

J.-L. S.-D.



Mass-média en question.

Francesca SOLLEVILLE



Au secrétariat : M. KELLAF, K. FAVARD et D. GUILLEMOT.



NOS FINANCES

Notre trésorier, Francis Boniart a fait devant le Congrès l'état de nos finances. Ce qui ressort tout d'abord de cet exposé, ce sont les difficultés importantes que connaît notre trésorerie. Le M.R.A.P. a de plus en plus de difficultés à faire face à ses obligations financières et c'est un appel pressant qui a été adressé à la générosité de chacun. Mais au-delà des contributions particulières qui ne peuvent qu'être les bienvenues, il s'agit avant tout de développer au niveau des comités locaux une grande campagne d'adhésion et d'abonnements à *Droit et Liberté*. C'est en effet le seul moyen durable pour que nous puissions avoir une trésorerie saine.

En ce qui concerne ces problèmes matériels, Francis Boniart a insisté pour que l'on comprenne bien que c'est l'affaire de tous; il est impossible de séparer les tâches militantes des moyens qui les permettent. Sans argent, le M.R.A.P. devrait cesser bon nombre de ses activités fondamentales et tous nous devons en être conscients si nous voulons que notre Mouvement continue son œuvre indispensable d'information et d'entraide.

Le rapport financier a été approuvé par le Congrès.

Toutes les photos illustrant le Congrès sont de Gérard NOËL
Le dessin de la page 17 est de Lucky THIPHAINE.

→

- Rechercher l'efficacité, et non les effets spectaculaires;
- Œuvrer en toute occasion à la mobilisation des antiracistes dans tous les milieux. »

Face à une situation nouvelle

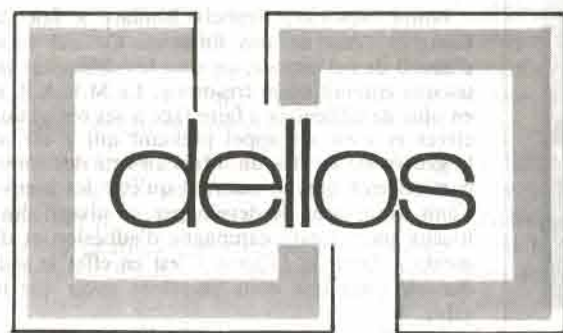
« Nous assistons à un phénomène nouveau : le développement même du racisme sous ses formes diverses entraîne dans les plus larges secteurs de notre société une prise de conscience du danger, une volonté croissante de lutte, des initiatives multiples, souvent efficaces. C'est un énorme progrès que la plupart des gens, même racistes, se voient, se disent, se croient antiracistes. »

« Désormais, les syndicats, les Eglises, les partis de gauche, maintes organisations sociales et culturelles incluent systématiquement la lutte antiraciste dans leurs préoccupations et leurs activités. »

« Et puis, nous voyons avec joie s'amplifier, se renforcer la part de la jeunesse. Aux jeunes, le racisme apparaît désormais totalement anachronique. Mais, entrant dans la vie avec confiance et espoir, il leur faut bien constater la persistance des vieux démons, sans cesse alimentés par les crises économiques et les arrières-pensées inavouables de certains politiciens. Les comités du M.R.A.P. qui se créent actuellement sont, dans la plupart des cas, animés par des jeunes. « Une nouvelle race d'antiracistes » est née, il faut lui donner sa place, toute sa place, dans nos rangs. »

« L'originalité, la raison d'être du M.R.A.P., c'est qu'il est conçu pour l'union et pour l'action. Union par-delà les différences politiques, sociales, confessionnelles, ethniques. Action pour mettre fin à toutes manifestations de racisme. Si le M.R.A.P. n'avait pas pour objectif prioritaire d'agir, il ne pourrait pas unir des militants et adhérents aussi divers, car ceux-ci ne peuvent s'entendre au plan idéologique. Il n'est pas surprenant, et il est même satisfaisant, que des divergences politiques existent au sein de notre Mouvement. »

« Ce rapport montre à la fois que les tâches sont nombreuses et rudes mais que nous avons les moyens de les accomplir. A ce Congrès, vont travailler ensemble des délégués du M.R.A.P. et des invités non moins désireux de faire échec au racisme. Il doit être une étape importante dans l'union nécessaire, dans la réflexion indispensable pour que notre combat commun soit victorieux. »



Prêt à porter

Robes et ensembles - Jersey

6, rue du Caire - 75002 PARIS

Tél. : 233-78-83

didier hagler

*Spécialiste du pull
pour femme*

6, rue du Caire - 75002 PARIS

Tél. : 508-89-83

Et maintenant...

Les commissions ont pris un certain nombre de résolutions dont nous donnons ici la teneur :

1re COMMISSION : relations internationales avec les organisations luttant contre le racisme. Rapporteur : Dr. François GREMY

a) Etablir des liens avec l'ensemble des organisations luttant contre le racisme dans le monde en vue de favoriser un échange d'informations.

b) Renforcer les liens à l'échelle européenne par des rencontres où se joindraient les organisations de travailleurs immigrés.

c) Etudier une charte européenne des migrants avec les organisations représentatives des travailleurs immigrés et en tenant compte des textes existants, notamment la convention adoptée par l'Organisation Internationale du Travail.

d) Constituer, après une enquête internationale, un « livre noir » sur la renaissance du fascisme.

e) Concernant l'Afrique australe, la commission a émis plusieurs recommandations : - message de soutien à la République Populaire d'Angola et au président Neto, - création au sein du M.R.A.P. d'une commission chargée de la diffusion de l'information « à la base » sur les problèmes posés par le régime raciste d'Afrique du Sud.

2e COMMISSION : la lutte contre le racisme dans la localité et dans l'entreprise. Rapporteur : Abbé Bertrand BARY

a) Nécessité d'une lutte préventive contre le racisme dans les cas où l'on peut prévoir l'arrivée d'un grand nombre d'immigrés.

b) Information auprès des immigrés eux-mêmes, pour qu'ils connaissent leurs droits, qu'ils se regroupent, etc.; présence du M.R.A.P. aux points chauds de leur lutte, (foyer, etc.).

c) Nécessité pour le M.R.A.P. d'avoir un rôle fédérateur et d'agir en lien avec d'autres organisations en suscitant, s'il le faut, leur action sur les points qui nous intéressent.

d) Soutien des comités locaux par les instances centrales du Mouvement sur les plans juridique, informatif, financier si besoin est, et par la mise en place de sessions de formation pour les militants.

e) Campagne d'adhésion avec le souci que les adhérents deviennent rapidement des militants.

3e COMMISSION : les mass-media et la lutte contre le racisme. Rapporteur : Raymond SARDABY

a) Mettre l'accent dans nos informations sur l'aspect positif de la lutte antiraciste.

b) Créer un fichier des productions artistiques susceptibles d'aider les militants dans leur action.

c) Susciter et encourager la création artistique antiraciste et l'expression des travailleurs immigrés.



Ci-contre :
A. SANTOS -
CASTANHEIRA,
F. GREMY
et M. A. BLOCH

d) Informer systématiquement la presse régionale de l'actualité du combat antiraciste.

e) Prendre contact avec les organismes officiels de diffusion pour étendre l'information.

f) Créer une commission de spécialistes pour étudier les problèmes de « Droit et Liberté ».

4e COMMISSION : la lutte contre le racisme à l'école et à l'Université. Rapporteurs : Christiane MEYER et Anne-Marie GOGUEL

a) Agir auprès des pouvoirs publics par tous les moyens possibles, pour développer une pédagogie antiraciste qui ne se contente pas d'objurgations morales, mais qui introduise à une compréhension du phénomène raciste.

b) Rechercher la collaboration avec les parents d'élèves.

c) Lancer avec les enseignants, en liaison avec leurs syndicats, une campagne d'information sur la base des documents du C.L.E.P.R. et d'abonnements à « Droit et Liberté ».

5e COMMISSION : action juridique contre le racisme. Rapporteur : Me Manfred IMERGLIK.

a) La loi du 1er juillet 1972 a apporté des améliorations, mais il reste à la faire connaître et notamment à la diffuser dans les langues des travailleurs immigrés. Dans certains délits ou crimes d'inspiration nettement raciste, qui ne tombent pas sous le coup de la loi, on doit considérer le racisme comme une circonstance aggravante.

b) En ce qui concerne les expulsions d'étrangers, la commission recommande d'exploiter hardiment la brèche faite par la décision du Conseil d'Etat d'annuler certaines mesures d'expulsion, pour lesquelles on avait pourtant invoqué les nécessités de « l'ordre public ». Il faudrait de plus promouvoir une action publique vigoureuse en faveur de la proposition de loi sur les expulsions mise au point par notre commission juridique.

c) Sur proposition de la commission le Congrès a adopté la résolution suivante : « Le congrès national du M.R.A.P. déplore l'attitude des représentants du gouvernement français qui n'ont pas voté pour l'adoption de la nouvelle Convention Internationale sur l'immigration à la 59e session de la Conférence Internationale du Travail, et demande sa ratification immédiate. »

6e COMMISSION : sur la résolution des Nations Unies assimilant le sionisme à une forme de racisme et de discrimination raciale. Rapporteur : Charles PALANT.

Après une discussion où toute les opinions se sont librement exprimées, malgré les inévitables divergences, la commission a proposé de confirmer la prise de position du Bureau National, faisant remarquer qu'elle était sans doute pour le M.R.A.P. le meilleur point de départ d'un débat qui n'est pas clos, mais qui ne peut exister que dans le souci commun de respecter les pluralités d'opinion et d'œuvrer sans passion à la paix et à la concorde.



mode enfantine

RAINETT
PARIS

**L
K**

64, Rue Grenéta
75002 PARIS

Tél. : 508.90.11 - 508.98.29

prêt à porter

**LA BOITE
AUX CUIRS**

MANUFACTURE DE VÊTEMENTS
DE CUIR - EXPORTATION

MAGASIN DE VENTE :

6, rue des Filles du Calvaire, 75003 PARIS
Téléphone 887.40.75

SIÈGE SOCIAL ET USINE :

60, rue Émile-Zola, 93100 MONTREUIL
Téléphone 808.85.16

8, rue Oberkampf, 75011 PARIS
Téléphone 805.05.27

JOLION

MANTEAUX - TAILLEURS - ENSEMBLES

TRICOTS CONFECTION CHEMISIERS
NOUVEAUTÉS
GROS - DEMI-GROS

**PARIS-
BONNETERIE**

130, Rue de Paris - LILLE - 59

Téléphone 57.34.81

Avec tous les hommes de progrès

Le congrès s'est terminé par l'allocution de Charles Palant, vice-président du M.R.A.P., qui a notamment déclaré :

« La fin du Congrès interrompt la discussion riche, féconde, animée, commencée depuis des mois en tous lieux et devant toutes les instances du M.R.A.P. où s'est poursuivie la préparation du Congrès.

Le Congrès, bien entendu, ne met pas fin à la discussion. Ce n'était absolument pas son but. Le but du Congrès est d'ouvrir, d'élargir les perspectives de notre action dans la prochaine période, ce qui ne saurait se faire sans élever la conscience de nos militants, face aux données actuelles de la lutte contre le racisme. »

« M'exprimant en votre nom le 13 février dernier à la télévision, je soulignais : «... La raison d'être d'un Mouvement comme le nôtre réside dans la pluralité voulue des courants de pensée qui le traversent. Sa force, son efficacité tiennent à l'unité que réalisent dans l'action ses militants dans la grande diversité de leurs convictions philosophiques et politiques : le curé voisin avec le communiste, l'Arabe avec le juif, l'homme à la peau noire avec celui qui croit la sienne blanche, le travailleur manuel avec l'intellectuel, le vétéran avec le lycéen... »

« ... Ce qui compte en définitive, c'est la volonté de chacun apporte à la détermination de tous pour, ensemble, informer, éduquer, convaincre; ensemble combattre et vaincre un mal qui est la honte du siècle : le racisme... »

« Notre action est donc l'œuvre commune d'hommes et de femmes que guident parfois des motivations différentes, des analyses divergentes. Ils sont d'origines ethniques, confessionnelles, philosophiques, sociales et politiques différentes. »

« Repoussant tout sectarisme, nous ne pouvons pas ignorer cependant qu'il est souvent la manifestation d'une sensibilité



Charles PALANT

due à la profondeur des drames vécus, des humiliations subies, des injustices insupportables, bref des douleurs toujours à vif et infiniment respectables par tous et pour tous. »

« Etre unitaire pour deux, selon la formule connue, c'est être souvent fraternel pour deux, patient pour deux, lucide pour deux et s'il le faut vigilant, ferme et rigoureux pour deux dans l'examen d'une situation donnée, quand le respect des principes est en cause. La fidélité aux principes est la boussole qui guide notre action. »

« Quand nous disons fermeté et rigueur, il ne s'agit évidemment pas de faire violence à la conscience des uns par les autres. Mais tout au contraire visant ensemble à porter les coups les plus efficaces, au racisme, à l'antisémitisme, à défendre ensemble la paix, de faire la somme de ce qui est clair dans la conscience de tous et de l'exprimer avec le sens élevé des responsabilités qui sont celles d'un Mouvement comme le nôtre, dont la vocation est de rassembler et d'agir. Nous disons rassembler et non enfermer. Dans le M.R.A.P., nous demeurons des hommes libres, jaloux de notre liberté et respectueux de la liberté des autres. »

Après une évocation de la crise qui touche tous les travailleurs et qui est une cause directe de l'aggravation du racisme, notre vice-président conclut :

« Par millions et par millions, Françaises et Français aspirent à des changements profonds y compris sur les structures mêmes de la société française. Le M.R.A.P. ne saurait évidemment prendre partie au sens où le langage politique invite les citoyens à prendre partie. »

« Mais notre neutralité n'est pas - disons - celle de la radio d'Etat qui, pour permettre au M.R.A.P. de s'exprimer une fois par hasard - inflige aux auditeurs les insanités d'un François Brigneau du journal « Minute ». »

« Notre neutralité est celle de démocrates et de patriotes contribuant à la lucidité des Français que les sollicitations du racisme visent à détourner d'une saine appréhension des problèmes de notre pays et de notre temps. »

« La lutte contre le racisme, l'antisémitisme, pour la paix coïncide très exactement avec l'intérêt national bien compris. Elle s'appuie sur la raison porteuse des lumineuses promesses d'élargissement de la démocratie, de la liberté, c'est-à-dire de la France fraternelle et antiraciste qu'avec tous les hommes de progrès et de paix nous voulons pour demain. »

Charles PALANT

**LES CONSEILLERS
JURIDIQUES**
assurent une permanence

au siège du M.R.A.P.
120, rue Saint-Denis, 75002 Paris
chaque mercredi de 18h à 20h
Téléphone : 231.09.57

Avec le M.R.A.P.

Un grand nombre de personnalités et d'organisations ont tenu à marquer leur solidarité avec le M.R.A.P. à l'occasion de son Congrès.

L'APPEL

Citons tout d'abord les personnalités signataires de l'appel lancé avant le Congrès, dont une première liste avait paru dans « Droit et Liberté » de novembre :

MM. Alfred KASTLER, Prix Nobel, membre de l'Académie des Sciences, Théodore MONOD, membre de l'Institut, Henri DESOILLE, Gérard LYON-CAEN, Albert MEMMI, Laurent SCHWARTZ, Pierre WERTHEIMER, professeurs d'Université. Monseigneur Guy RIOBE, évêque d'Orléans, le pasteur André DUMAS.

MM. Robert BALLANGER, Pierre JOXE, Alain TERRE-NOIRE, députés, Mme la Générale Paul-TUBERT.

M. Georges SEGUY, secrétaire général de la C.G.T. MM. Michel LEIRIS, Robert MERLE, Prix Goncourt, Thérèse SPIRE, VERCORS, écrivains.

MM. le Bâtonnier Paul ARRIGHI, Emile POLLACK, avocats. M. Henri FAURE, président-honoraire de la Ligue de l'Enseignement.

M. Jean PICARD LE DOUX, artiste-peintre, Mme Jacqueline VICTOR-BRAUNER.

CHRISTIAN-JAQUE, Yves CIAMPI, Louis DAQUIN, Dominique DELOUCHE, Jean-Paul VIDAL, cinéastes.

Jean-Pierre BARIZIEN, Jean-Marie COLDEFY, Lise DERAMOND, Gérard GOZLAN, Guy LESSERTISSEUR, Nat LILENSTEIN, Anny ROMAND, Jean-Noël ROY, Raoul SANGLA, Pierre SANTINI, Guy SELIGMANN, Jean-Jacques SIRKIS, réalisateurs de télévision.

Marcel ALBA, Elisabeth ALBA-VOGEL, Catherine ARDITI, Gisèle BAKA, Maurice CHEVIT, Olivier HUSSENOT, Paul LE PERSON, Michel LONSDALE, Claude MELKI, Isa MERCURE, Jean MERCURE, Roland MONOD, Claude PIEPLU, Jacqueline POREL, Paul PREBOIST, Simone RIEUTOR, Andrée TAINSY, André THORENT, Bachir TOURE, artistes dramatiques.

Jean-Roger CAUSSIMON, Jean DEWEVER, Claude REVA, Catherine RIBEIRO, Francesca SOLLEVILLE, Claude VINCI, auteurs-interprètes.

Henri DUTILLEUX, Patrice MOULLET, compositeurs. Ilya HOLODENKO, professeur à l'École Normale de Musique de Paris.

René BOURDET, directeur de compagnie théâtrale.

D'AUTRES PERSONNALITES...

D'autres personnalités ont témoigné leur intérêt pour le Congrès, par leur présence ou des messages :

M. René MAHEU, ancien Directeur général de l'U.N.E.S.C.O. M. Salah CHERIF, Directeur-adjoint du Centre d'Information des Nations-Unies à Paris.

M. Georges AURIC, membre de l'Institut. MM. LAFOURCADE, Grand-Maître adjoint du Grand Orient de France; Pierre LAMARQUE, vice-président de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente.

MMmes Mireille OSMIN-LAMARQUE, présidente de la Fédération des Œuvres Laïques de Paris; Jacqueline HADAMARD, du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme.

Le R.P. DUBARLE, professeur à l'Institut Catholique de Paris, l'abbé Pierre TOULAT, de la Commission épiscopale Justice et Paix, M. Georges CASALIS, professeur à la Faculté protestante de Théologie.

M. Lucien PRAIRE, secrétaire de la Fédération de Paris du Parti Socialiste, Mme Paulette DECRAENE, responsable du secteur « Afrique australe » au Parti Socialiste, MM. André VIEUGUET, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français, le colonel Henri ROL-TANGUY, membre du Comité central du P.C.F., Martin VERLET, de la section de Politique étrangère du P.C.F., M. Alain TLEMCEN, membre du Bureau national du P.S.U.

Mme Hélène CONSTANS, MM. Fernand DUPUY, Maurice NILES, députés; MMmes Hélène EDELIN, Marie-Thérèse GOUTMANN, Catherine LAGATU, sénateurs; M. Jacques DEBU-BRIDEL, ancien sénateur.

MM. René CHOCHOLLE, François de FONTETTE, Ernest HAMAOU, Jean SURET-CANALE, professeurs d'Université.

MM. Robert DELAVIGNETTE, Hubert DESCHAMPS, anciens gouverneurs de la France d'Outre-Mer, Louis PERILLIER, ancien Résident Général en Tunisie.

Maître Gisèle HALIMI, écrivain.

M. Jacques LALOE, maire d'Ivry-sur-Seine; Mme Paulette LAJOINIE, maire-adjoint de La Courneuve.

DE L'ETRANGER...

De l'étranger, étaient venus les représentants de diverses organisations avec lesquelles le M.R.A.P. entretient des relations actives :

M. Z. Pallo JORDAN, de l'African National Congress, mouvement de libération de l'Afrique du Sud.

MM. Maurice LUDMER, trésorier du National Committee of Trade Unions Against Racism, et Tony HUQ, de la Bangladesh Workers' Association (Grande-Bretagne).

M. Franz THOMAS, MMmes Yvonne JOSPA et Claire ANDRE, du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie; Mme Edith BUCH-DUDICQ, de la Ligue Belge pour la Défense des Droits de l'Homme; M. Ahmed FATRY, du Comité de Liaison des Organisations de travailleurs immigrés (Belgique).

M. Martin SCHRAM, de la Fondation Anne Frank, et Mme NICOLAS, du Collectif des Travailleurs Étrangers (Pays-Bas).

Notons également les messages reçus de la South West African People's Organisation (S.W.A.P.O.), mouvement de libération de la Namibie; de l'African National Council, mouvement de libération du Zimbabwe (Rhodésie), ainsi que de Michaël et Robert MEEROPOL, les fils d'Ethel et Julius ROSENBERG (Etats-Unis).

DE NOMBREUSES ORGANISATIONS

Les organisations suivantes se sont, par ailleurs, associées au Congrès :

Amicale des Algériens en Europe (Mohand Madi, Moussa Boukris), Fédération des Associations Démocratiques des Travailleurs Turcs en Europe (Naim Gemrik, Sibel Ozbudun).

Association des Travailleurs Grecs en France (Dimitri Sarris), Comité des Immigrés Pakistanais, Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France (Sally N'Dongo, président), Union Générale des Étudiants et Stagiaires Sénégalais (Boubacar Camara), Regroupement de l'Émigration Antillaise (Hugues Gabianne).

LES PRESIDENCES

Les séances plénières du Congrès ont été présidées le samedi matin par l'abbé Jean PIHAN, vice-président du M.R.A.P. et Henri CITRINOT, membre du secrétariat national; le samedi après-midi par Jean-Pierre GARCIA (Somme); le dimanche matin par Ali MAJID (Paris), et le dimanche après-midi par M^e George PAU-LANGEVIN, membre du secrétariat national.

C.G.T. (Jean-Paul Cadettu, Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, Nejad Firuz, Commission des Travailleurs Immigrés de Paris, Union des Syndicats de Paris, Union Syndicale de la Région Parisienne, Syndicat National des Enseignements Techniques et Professionnels); C.F.D.T. (Jean-Pierre Bobichon et Guy Vignal, de l'Union des Syndicats de Paris, Secrétariat national des Travailleurs Immigrés); C.G.T. Force Ouvrière (Edouard Siberstein, Saône-et-Loire); Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (Michel-Albert Laumonier, secrétaire national); Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (Mme Allouche-Benayoun); Syndicat National de l'Éducation Physique de l'Enseignement public.

Association pour l'Alphabétisation et la Formation des Travailleurs Immigrés (Odette Douek); Association pour la Promotion des Travailleurs Étrangers (Bernard Pigache, Lille); Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion des Immigrés en Alsace.

Comité Français contre l'Apartheid; Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (Claude Gatignon, secrétaire général); Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

Association Française des Juristes Démocrates (M^e Laure Dachevsky-Perrin); Section Française du Mouvement International des Juristes Catholiques (M^e Louis Pettiti, président); « Droit et Démocratie » (M^e Jacques Ribs, président); Mouvement d'Action Judiciaire.

Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture de la Région Parisienne; Clubs U.N.E.S.C.O. de la Région Parisienne (Mlle Antoinette Surun); Fédération Sportive et Gymnique du Travail (Raoul Gattegno, président); Fédération des Résidences Universitaires de France (Jacques Marion, secrétaire général); Mouvement des Jeunes Communistes (M. Rosenthal); Jeunesse Ouvrière Chrétienne; Éclaireuses et Éclaireurs Israélites de France; Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (Paul Verma de, Lyon); Centre Animation Expression Loisirs (Mme Claudette Duplan, Bourg-la-Reine).

Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (Dr Wolffin); Association Républicaine des Anciens Combattants; Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs (G. Szulc, vice-président); Fédération des Amputés de Guerre de France; Union des Juifs pour la Résistance et l'Étraide (Charles Steinman, secrétaire général); Comité pour la Recherche et le Châtiment des criminels de guerre (Marcel Noiret); Comité d'Entente des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de Guerre du 9^e (Michel Lissansky, président); Amicale de Mauthausen (Pierre Pradalès); Amicale de Neuengamme (Roger Maria); Amicale d'Auschwitz (Louise Alcan, secrétaire générale); Amicale des Anciens Déportés Juifs de France (Eva Golgevit); Amicale de Buna-Monowitz (André Lévy).

Mouvement de la Paix (Jean Benech); Secours Catholique (Jean Mignot); Union des Femmes Françaises (Edwige Coulleau); Centre Quaker International; Union Rationaliste (Jacqueline Marchand); Union Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté; Union Pacifiste de France.

Études Tziganes; Association Gardoise des Gens du Voyage (Maxime Dumont).

Les représentants de nombreuses Sociétés mutualistes juives.

POUR LA BONNE MARCHE DU CONGRES

Le Congrès, c'est aussi une importante et difficile tâche d'organisation. A cet effet un secrétariat administratif a été mis en place. La direction en a été assurée par Monique KHELLAF, secondée par Dominique GUILLEMOT, Fatima et Megdouda KACI.

Le service librairie était organisé par Marie ROURE.

Katia FAVARD assurait le service de presse et les relations publiques.

La nouvelle direction élue

Le Congrès a élu le Conseil National du M.R.A.P., qui s'est réuni aussitôt et a lui-même élu le Bureau National. Celui-ci a tenu sa première réunion le 15 décembre à Paris et a procédé à la nomination du collectif exécutif qui comprend le Président, les Vice-Présidents, le Trésorier, le Secrétaire général, le Secrétariat. Les organismes dirigeants du M.R.A.P. sont désormais constitués de la façon suivante :

PRÉSIDENT : Pierre PARAF (Paris)
VICE-PRÉSIDENTS : Charles PALANT (Paris), Abbé Jean PIHAN (Paris), George PAU-LANGEVIN (Paris), Docteur François GREMY (Val-de-Marne),
SECRETARE GENERAL : Albert LEVY (Hauts-de-Seine)
TRESORIER : Francis BONIART (Val-de-Marne)

SECRETARIAT :
Alexandre CHIL-KOZLOWSKI (Paris), Henri CITRINOT (Paris), Georges CUKIERMANN (Seine-Saint-Denis), Katia FAVARD (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre GARCIA (Somme), Ali MAJID (Paris), Sally N'DONGO (Hauts-de-Seine), Alex SANTOS-CASTANHEIRA (Seine-Saint-Denis), Marcelle VERNHES (Val-de-Marne).

AUTRES MEMBRES DU BUREAU NATIONAL :
Renée BABOULENE (Paris), Bertrand BARY (Yvelines), Augustine BERTHOD (Alpes-Maritimes), Françoise BLUM (Paris), Joseph CREITZ (Paris), Françoise CREPEL (Ille-et-Vilaine), Jean CUSSAT-BLANC (Lot-et-Garonne), Odet DENYS (Paris), Alain GAUSSEL (Seine-Saint-Denis), Georgette GEBELIN (Hauts-de-Seine), Anne-Marie GOGUEL (Côte-d'Or), Claudine GOULIN (Paris), Ahmed GARIMZA (Seine-Saint-Denis), Léon HERTZBERG (Meurthe-et-Moselle), Manfred IMERGLIK (Paris), Daniel JACOBY (Paris), Serge KRIWKOWSKI (Bouches-du-Rhône), Marguerite LANGIERT (Paris), Roger MARIA (Paris), Charles OVEZAREK (Paris), Armand RAFALOVITCH (Rhône), Roland RAPPAPORT (Paris), Claude RICHARD (Yvelines), Jean-Paul RUEFF (Paris), Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX (Paris), Lucky TRIPHANE (Hauts-de-Seine).

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL :
Catherine AMMAR (Paris), Annie ANGELOT (Paris), Francis ANGELLOZ (Haute-Savoie), Marc ANTOINE (Seine-Saint-Denis), Jean-Claude ANTOK (Val-de-Marne), Yvonne ARNUEL (Paris), Marc BERNARD (Haute-Garonne), Marc-André BLOCH (Hauts-de-Seine), Gilberte COMTE (Ardèche), Jacques CUKIERMAN (Paris), Denise DECOURDEMANCHE (Paris), Sory DIALLO (Val-de-Marne), Armand DIMET (Paris), Alain DUMESNIL (Yvelines), Didier FANTIN (Paris), Jacques FARBER (Paris), Maurice FENIGSTEIN (Paris), Néjat FIRUZKUIHI (Paris), Simone FONTVIELLE (Hérault), Jean-Louis FOURRIER (Gironde), Danielle FULON (Val-d'Oise), Charles GANDWERG (Meurthe-et-Moselle), Henri GEDANKIEN (Paris), Charles GOLGEVIT (Paris), Sarah GOLLADLER (Paris), Françoise GRILLO (Seine-Saint-Denis), Monique GUY (Haute-Vienne), Ernest HAMAOU (Hauts-de-Seine), Patrick HIRSCH (Moselle), Amor JALLALI (Alpes-Maritimes), Daniel KANMACHER (Bas-Rhin), Marie-Louise KAHN (Paris), Sambou KANTE (Hauts-de-Seine), Jean KOLPA (Val-de-Marne), Maurice KREMSKI (Hauts-de-Seine), Denise LAPEQUE (Paris), Pierre LÉBOULANGER (Hauts-de-Seine), Jacques LEDERMAN (Seine-Saint-Denis), Marc MANGIN (Loiret), Jacqueline MARCHAND (Paris), Christiane MEYER (Hauts-de-Seine), Alain MICHEL (Yvelines), Emma NICOLAS (Rhône), Robert PAC (Paris), Malika PONDEVIE (Vendée), Jean-Marie QUIN-TARD (Somme), Michèle ROUDES (Val-de-Marne), Jacques SILBERZAN (Paris), Benoît SILFILLE (Yvelines), Albert SLANOSKI (Seine-Maritime), Jacques SZAJNER (Paris), Philippe TEISSIER (Saône-et-Loire), Josette TICHAUER (Essonne), Christian ZOHONGON (Isère).

LES PARTICIPANTS

Dans le rapport qu'il a présenté sur les participants au Congrès, Georges Cukierman a indiqué que 285 délégués et invités ont pris part à l'ensemble des travaux.

Venant de 33 départements, ils appartenaient aux couches sociales les plus diverses.

Tous les observateurs ont été frappés par la présence, parmi eux, de nombreux immigrés et d'une majorité de jeunes.

NON AU RACISME !

Délégués au Congrès national du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.), nous sommes venus de toutes les régions de France, de tous les milieux sociaux, de tous les horizons, pour débattre des données actuelles du racisme en France et dans le monde, dresser le bilan et les perspectives de l'action antiraciste de notre pays.

En conclusion de nos travaux, nous, qui condamnons le racisme sous toutes ses formes et en tous lieux, nous nous adressons à vous.

Le racisme est aujourd'hui une réalité inquiétante

Nombreux sont les faits dont nous sommes témoins qui illustrent la gravité de la montée du racisme : préjugés quotidiens; campagnes insolentes ou feutrées de journaux et d'ouvrages au tirage global impressionnant; graffiti racistes et xénophobes proliférant sur les murs; brimades, injustices, discriminations de toutes sortes et dans tous les domaines; multiplication, dans le climat actuel de violences et d'insécurité, des attentats, agressions et meurtres d'inspiration raciste.

Arabes et juifs, Noirs et Gitans, étrangers de toutes origines, sont visés avec une même hargne, parfois dans les mêmes termes et par les mêmes individus et les violences n'épargnent ni les uns ni les autres.

Cette situation risque de s'aggraver encore avec la crise que connaît notre pays. Une campagne insidieuse, mensongère, savamment orchestrée tend à rejeter sur les travailleurs immigrés et les peuples du « Tiers Monde » la responsabilité des difficultés croissantes des familles françaises alors que Français et immigrés sont ensemble victimes de cette crise et ont toutes les raisons de s'unir pour la défense de leurs intérêts vitaux et de leurs libertés.

L'antiracisme se renforce

Nous nous réjouissons de constater que de plus en plus nombreux le peuple français refuse le racisme.

La dénonciation des crimes qu'il engendre, la réfutation des mensonges qu'il répand, le rejet de sa nature anti-scientifique, les réactions individuelles et collectives contre ses expressions concrètes, les actes de solidarité et de fraternité avec ses victimes, témoignent de ce refus dans les milieux les plus divers.

Travailleurs, étudiants, enseignants, intellectuels de toutes disciplines, chercheurs, journalistes, écrivains, artistes, créateurs, hommes et femmes de toutes les couches sociales, de toutes origines, de toutes opinions, de toutes confessions, contribuent avec effica-

cité au renforcement de l'action antiraciste, au développement de la prise de conscience que le racisme constitue un danger concernant chacun de nous, pour le présent et l'avenir.

Avec le M.R.A.P., faire plus encore

Dans le bilan positif du courant antiraciste, le M.R.A.P., par son action permanente diversifiée et multiforme, par son mensuel « Droit et Liberté » et ses autres publications, joue un rôle de premier plan.

C'est à l'initiative du M.R.A.P., c'est grâce à ses efforts, qu'a été votée la loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme et dont il faut encore obtenir la pleine application.

Il faut mettre fin aux crimes racistes, aux campagnes d'excitation, à la haine et à l'apologie du racisme et de toutes les formes du néo-nazisme.

Il faut que les immigrés soient considérés comme des travailleurs et des êtres humains à part entière.

Avec nous, au sein du M.R.A.P., venez œuvrer au renforcement du combat antiraciste. Ouvert à tous, le M.R.A.P. est le carrefour, le lieu de rencontre de tous ceux, quelles que soient leurs origines et leurs opinions, qui veulent agir contre toutes les manifestations de racisme.

Le M.R.A.P. n'a pas la prétention d'être le seul porteur du courant antiraciste; mais il est le seul Mouvement en France dont la vocation est d'assurer la continuité, l'universalité du combat antiraciste. Il est le seul à présenter une conception globale qui prenne en compte simultanément et indistinctement tous les aspects de la lutte antiraciste. Plus son rayonnement sera grand, plus son organisation sera forte et plus son activité sera efficace, plus nos efforts seront couronnés de succès.

Jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, vous qui manifestez votre sympathie au M.R.A.P., qui vous sentez proches de lui, venez participer avec nous au combat pour la grande et noble cause humaine qui est la nôtre !

Donnez au M.R.A.P. les moyens matériels si nécessaires pour que, demain toujours mieux qu'hier, il soit en mesure d'accomplir sa mission.

J'ADHÈRE AU M.R.A.P.

NOM.....

ADRESSE.....
.....
.....

Je verse : 30 F

A retourner au M.R.A.P. - 120, rue St-Denis -
75002 Paris - C.C.P. : 14-825.85 Paris.